

BURKINA FASO

**MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

SECRETARIAT GENERAL

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA
DEMOGRAPHIE

TABLEAU DE BORD SOCIAL DU BURKINA FASO

N° 2, 2000

**Avec l'appui financier du Fonds des Nations Unies pour
l'Enfance**

(UNICEF)

DIRECTION DE LA DEMOGRAPHIE

POPULATION

Depuis 1960, plusieurs opérations de collecte de données démographiques ont été réalisées au Burkina Faso. En particulier, trois recensements généraux de la population (1975, 1985 et 1996) et deux enquêtes démographiques d'envergure nationale (1960/1961 et 1991) fournissent des données qui permettent de suivre l'évolution de l'effectif total de la population burkinabè.

Estimée à 4 349 600 résidents en 1960, la population est passée à 5,6 millions en 1975, puis à près de 8 millions en 1985 et à plus de 10 millions en 1996 (tableau 1). Cette évolution de l'effectif global de la population burkinabè montre son dynamisme, illustré par des taux d'accroissement relativement élevés.

PRINCIPAUX TABLEAUX

TABLEAU 1 : EFFECTIFS DE LA POPULATION.

TABLEAU 2 : STRUCTURE PAR AGE DE LA POPULATION.

TABLEAU 3 : INDICES DE FECONDITE.

TABLEAU 4 : INDICES DE FECONDITE SELON LE MILIEU DE RESIDENCE

TABLEAU 5 : NIVEAU DE MORTALITE.

TABLEAU 6 : NIVEAU DE MORTALITE SELON LE MILIEU DE RESIDENCE

TABLEAU 7 : ESPERANCE DE VIE A LA NAISSANCE SELON LE MILIEU DE RESIDENCE

TABLEAU 8 : TAUX DE PREVALENCE CONTRACEPTIVE

TABLEAU 9 : SOLDE MIGRATOIRE

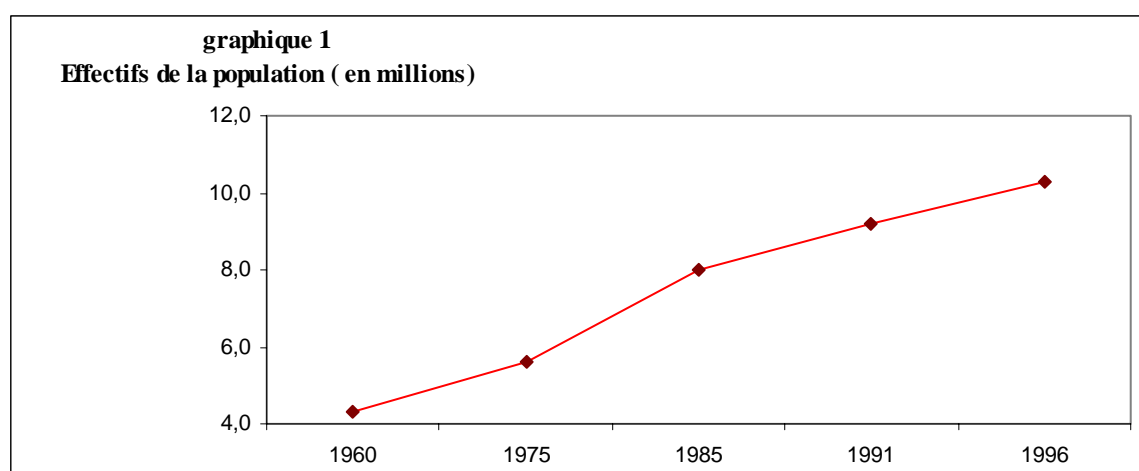
Volume de la population

Tableau 1 : Effectifs de la population.

| Libellé | 1960 | 1975 | 1985 | 1991 | 1996 |
|--------------------------|--------|--------|--------|--------|---------|
| Effectifs (en milliers) | 4318,0 | 5638,2 | 7965,0 | 9191,0 | 10313,0 |
| Taux d'accroissement (%) | 1,7 | 2,0 | 2,7 | 2,6 | 2,4 |

Sources : I.N.S.D.

Sur la période inter censitaire 1975-1985, le taux d'accroissement de la population est estimé après correction¹ à 2,68%, le taux observé étant de 3,51%. Sur la deuxième période inter censitaire, le taux d'accroissement a légèrement fléchi pour s'établir à 2,38%. Au rythme actuel d'accroissement, l'effectif de la population burkinabè doublera en 2021.



Sources : I.N.S.D. - Recensements généraux et Enquêtes démographiques

Structure par groupes d'âge.

Tableau 2 : Structure par âge de la population.
(en milliers)

| Groupes d'âge | 1960 | 1975 | 1985 | 1991 | 1996 |
|-----------------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| 0 - 4 ans | 762,2 | 978,1 | 1464,0 | 1617,0 | 1768,4 |
| 7 - 12 ans | 343,0 | 949,4 | 1432,0 | 1771,0 | 1922,0 |
| 0 - 14 ans | 1804,9 | 2667,0 | 3847,0 | 4501,2 | 4942,1 |
| 15 - 64 ans | 2365,5 | 2796,5 | 3799,2 | 4225,0 | 4943,4 |
| 65 ans et plus | ... | 174,8 | 319,1 | 329,1 | 385,8 |
| Rapport de dépendance | ... | 101,6 | 109,6 | 114,3 | 107,8 |

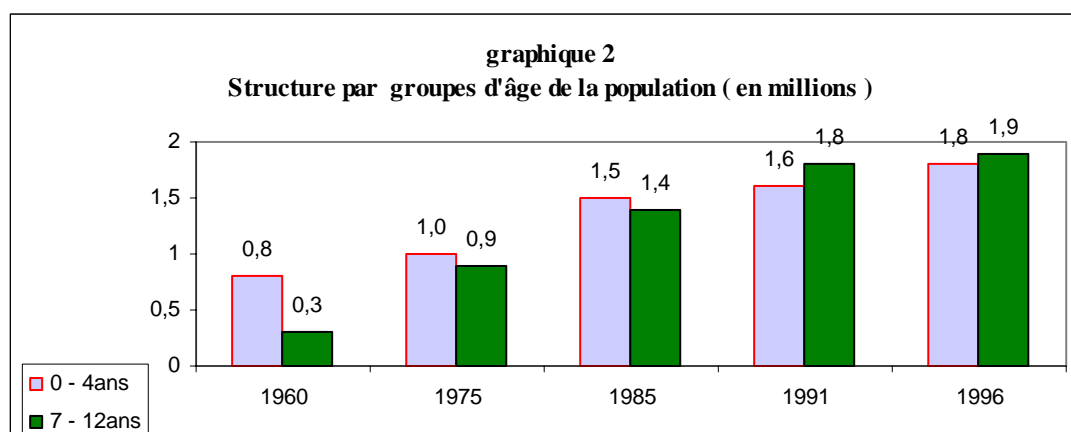
Sources : I.N.S.D.

¹ L'INSD a proposé un taux d'accroissement corrigé de 2,68 % sur la base du fait que le recensement de 1975 a connu une sous estimation relativement importante des effectifs de la population, surtout féminine. On estime que les chefs de ménage ont omis souvent de déclarer les personnes de sexe féminin pour échapper ou minimiser le paiement de l'impôt de capitation alors en vigueur en 1975 mais qui n'existait plus en 1985. La structure de la population par sexe montre en effet une proportion de femmes inférieure à celle des hommes, ce qui est une particularité de ce recensement parmi toutes les autres opérations de collecte au Burkina.

Avec un effectif de 5 341 727 au dernier recensement, les femmes constituent plus de la moitié de la population résidente totale du Burkina Faso, soit 51,8%.

La population burkinabè est également caractérisée par sa jeunesse. Un résident sur deux est âgé de moins de 16 ans. Dans l'ensemble les femmes sont légèrement plus âgées que les hommes, leur âge médian est de 16,9 ans contre 14,7 ans pour ces derniers. Selon le milieu de résidence, on note également une certaine différence ; la population urbaine est légèrement plus âgée que la population rurale : 18,3 ans contre 15,2 ans pour les âges médians.

La population juvénile (0 - 4 ans d'âge) qui est la plus vulnérable, représentait par rapport à la population totale 18,4% en 1985, 17,6% en 1991 et 17,2% en 1996. La part de l'effectif des enfants scolarisables (7- 12 ans) dans la population totale est passée de 16,8% en 1975 à 18,7% en 1996. Dans la même période la proportion de la population à charge (0 -14 ans et les plus de 64 ans) variait de 50,4% à 51,9%, ce qui s'est traduit par l'augmentation du rapport de dépendance² pendant cet intervalle de temps.



Fécondité

Tableau 3 : Indices de fécondité.

| Libellé | 1960 | 1975 | 1985 | 1991 | 1993 | 1996 | 1998 |
|------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Taux brut de natalité (%°) | 49,6 | 46,0 | 49,6 | 45,2 | 43,0 | 46,1 | 45,1 |
| Taux global de fécondité générale. | 199,0 | 212,0 | 223,0 | 223,4 | 233,0 | 213,0 | 229,0 |
| Nombre moyen d'enfants par fem. | 6,1 | 6,7 | 7,2 | 7,3 | 6,9 | 6,8 | 6,8 |
| Taux brut de reproduction | 3,1 | 3,2 | 3,5 | 3,6 | - | 3,3 | - |

Sources : I.N.S.D.

Le niveau de la fécondité est relativement élevé au Burkina Faso avec une moyenne de 6,8 enfants par femme en 1998/1999. Les naissances surviennent à un âge des mères relativement précoce mais également jusqu'à un âge tardif. À 19,3 ans, 50% des femmes ont déjà eu au moins un enfant.

L'indice synthétique de fécondité³ (ISF), ou nombre moyen d'enfants par femme, bien qu'il soit légèrement en baisse depuis 1991, demeure encore parmi les plus élevés de la sous région ouest africaine. Les résultats des enquêtes démographiques et de santé réalisées dans certains pays africains comme la Côte d'Ivoire en 1998/1999, et le Togo en 1998 sont assez illustratifs à cet égard. L'ISF vaut respectivement pour ces deux pays

² Cet indicateur s'obtient en rapportant le total de la population inactive (0 - 14 ans et les plus de 64 ans) à l'effectif de la population en âge de travailler (15 - 64 ans).

³³ L'Indice Synthétique de Fécondité est le nombre moyen d'enfants qu'une femme mettrait au monde durant sa vie féconde si les taux de fécondité actuels par âge étaient les siens.

5,2 enfants, 5,4 enfants par femme. Il convient de signaler que la moyenne africaine est de 6,3 enfants par femme.

Le niveau élevé de la fécondité se différencie selon le milieu de résidence ; le nombre moyen d'enfants par femme est de 4,1 dans le milieu urbain alors qu'il atteint 7,3 dans le milieu rural soit une différence de 3,2 enfants. En 13 ans (de 1985 à 1998), le niveau de la fécondité a connu une nette régression dans le milieu urbain, contrairement au milieu rural.

Le niveau d'urbanisation semble donc influencer sur le niveau du phénomène. Ainsi, on peut noter par comparaison que le Burkina avec un taux d'urbanisation de moins de 16% contre plus de 30 % pour la Côte d'Ivoire et le Togo, a un niveau de fécondité nettement plus élevé que ces derniers.

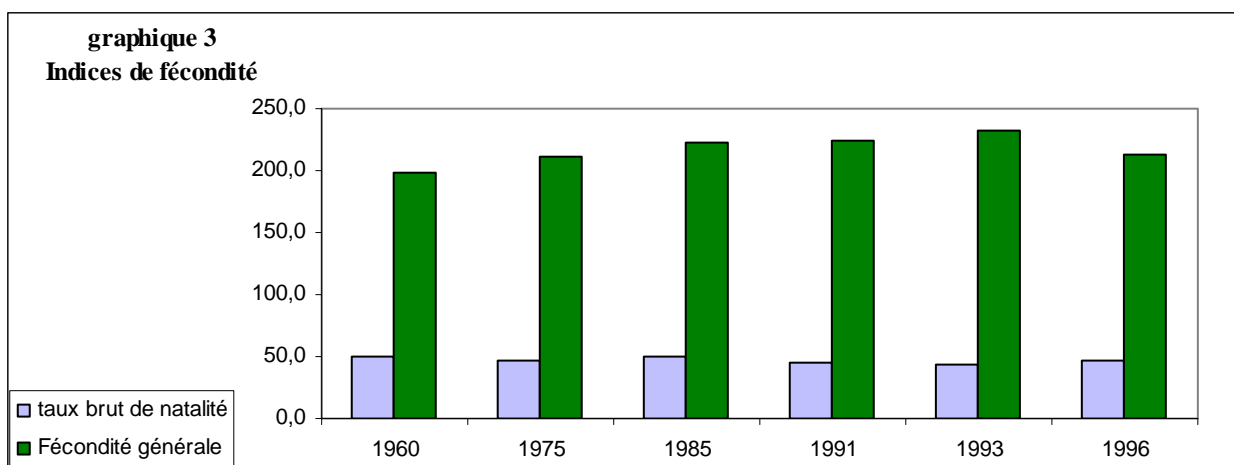
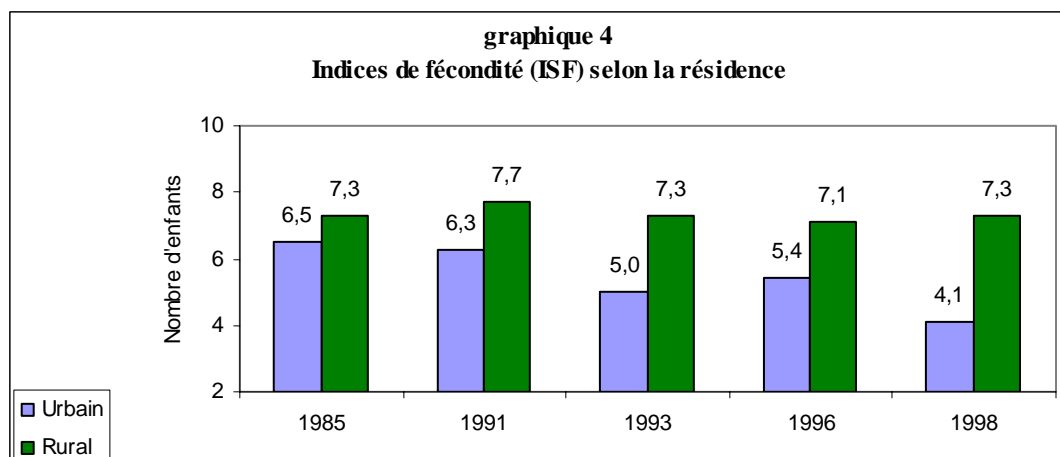


Tableau 4 : Indices de fécondité selon le milieu de résidence

| Milieux de résidence | Taux global de fécondité générale | | | | | Indice synthétique de fécondité | | | | |
|----------------------|-----------------------------------|-------|-------|-------|-------|---------------------------------|------|------|------|------|
| | 1985 | 1991 | 1993 | 1996 | 1998 | 1985 | 1991 | 1993 | 1996 | 1998 |
| Ouaga | 205,8 | 187,9 | 156 | 162,5 | - | 6,2 | 6,1 | 4,7 | 5,0 | 4,1 |
| Bobo | 219,8 | 209,3 | - | 167,9 | - | 6,7 | 6,8 | - | 5,4 | - |
| Urbain | 209,8 | 198,8 | 168,0 | 171,5 | 137,0 | 6,5 | 6,3 | 5,0 | 5,4 | 4,1 |
| Rural | 224,8 | 235,4 | 249,0 | 220,0 | 247,0 | 7,3 | 7,7 | 7,3 | 7,1 | 7,3 |
| Ensemble | 223,0 | 223,4 | 233,0 | 213,0 | 229,0 | 7,2 | 7,3 | 6,9 | 6,8 | 6,8 |

Sources : I.N.S.D.

A l'instar de l'ISF, le taux global de fécondité générale (TGFG) qui donne le nombre de naissances vivantes pour 1000 femmes en âge de procréer (15 - 49 ans) a une tendance à la baisse dans les centres urbains depuis 1985.



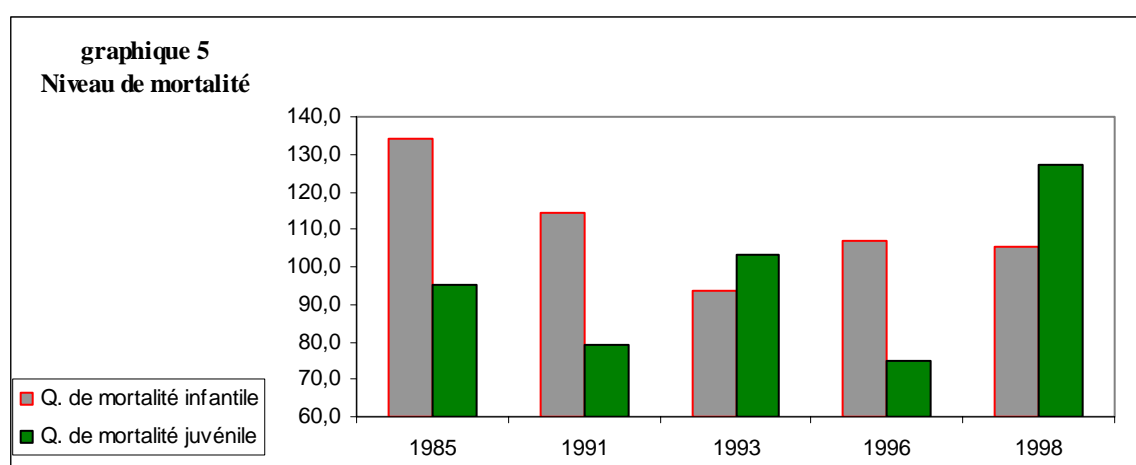
Mortalité

Tableau 5 : Niveau de mortalité.

| Niveau de mortalité (%°) | 1960 | 1976 | 1985 | 1991 | 1993 | 1996 | 1998 |
|---------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Taux brut de mortalité | 32,0 | 24,0 | 17,5 | 16,4 | - | 14,8 | - |
| Quotient de mortalité infantile | 182,0 | 167,0 | 134,0 | 114,6 | 93,7 | 107,0 | 105,3 |
| Quotient de mortalité juvénile | 217,0 | 123,0 | 95,0 | 79,4 | 103,0 | 75,1 | 127,1 |

Sources : I.N.S.D.

Le taux brut de mortalité (TBM) connaît une baisse régulière depuis 1960, bien qu'il soit encore élevé. Il s'établit à 14,8 p. mille en 1996, l'un des niveaux les plus élevés en Afrique. Il en est de même avec le quotient de mortalité infantile (${}_1Q_0$) ainsi que le quotient de mortalité juvénile (${}_4Q_1$).



Sources : I.N.S.D.

Tableau 6 : Niveau de mortalité selon le milieu de résidence

| Niveau de mortalité (p. mille) | 1991 | | | 1993 | | | 1996 | | | 1998 | | |
|---------------------------------|-------|-------|-------|------|-------|-------|------|-------|-------|------|-------|-------|
| | Urb. | Rural | Ens. | Urb. | Rural | Ens. | Urb. | Rural | Ens. | Urb. | Rural | Ens. |
| Taux brut de mortalité | 11,0 | 17,3 | 16,4 | - | - | - | 11,6 | 15,3 | 14,8 | - | - | - |
| Quotient de mortalité infantile | 108,1 | 129,7 | 114,6 | 76,4 | 113,0 | 107,6 | 94,6 | 122,4 | 107,0 | 67,4 | 113,2 | 105,3 |
| Quotient de mortalité juvénile | 60,8 | 89,0 | 79,4 | 78,0 | 114,4 | 108,7 | 52,3 | 87,6 | 75,1 | 66,2 | 137,1 | 127,1 |

Sources : I.N.S.D.

Les différences de mortalité demeurent très importantes selon le milieu de résidence. En 1998, la mortalité infantile et juvénile est nettement plus en milieu rural qu'en milieu urbain. Les enfants nés vivants du milieu rural courent un risque de décéder avant 1 an de 113% contre 67% pour ceux du milieu urbain. En outre la mortalité juvénile du milieu rural est 2 fois supérieure à celle du milieu urbain.

La situation sanitaire de la population reste globalement préoccupante. Entre 1991 et 1998, le niveau de mortalité des enfants de moins de 1 an a connu une baisse appréciable bien qu'il soit encore élevé. La baisse a été plus importante en milieu urbain qu'en milieu rural.

On note cependant que la mortalité juvénile a augmenté sur la même période passant de 79,4% en 1991 à 108,7% en 1993 et à 127% en 1998. La hausse a été plus importante en milieu rural.

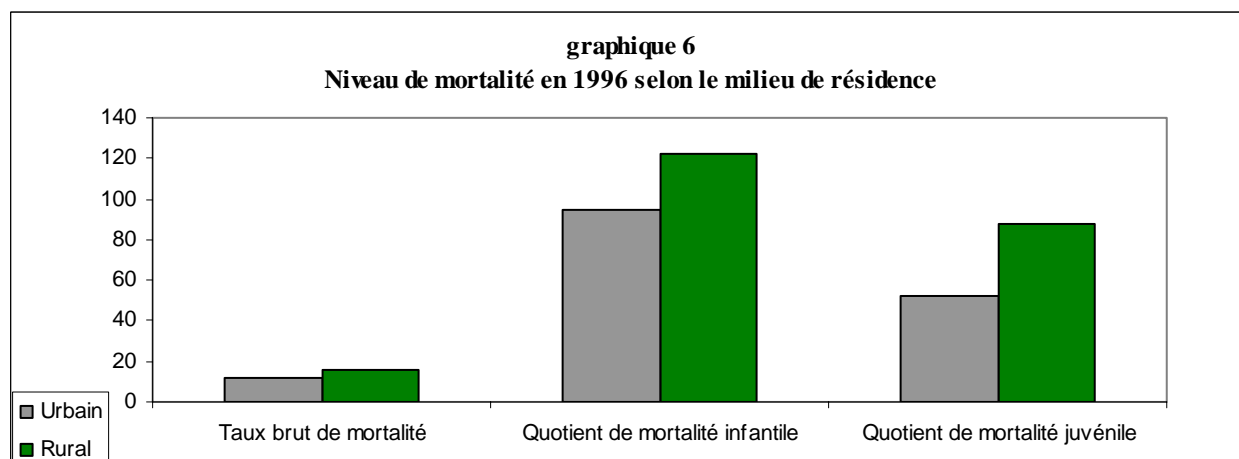


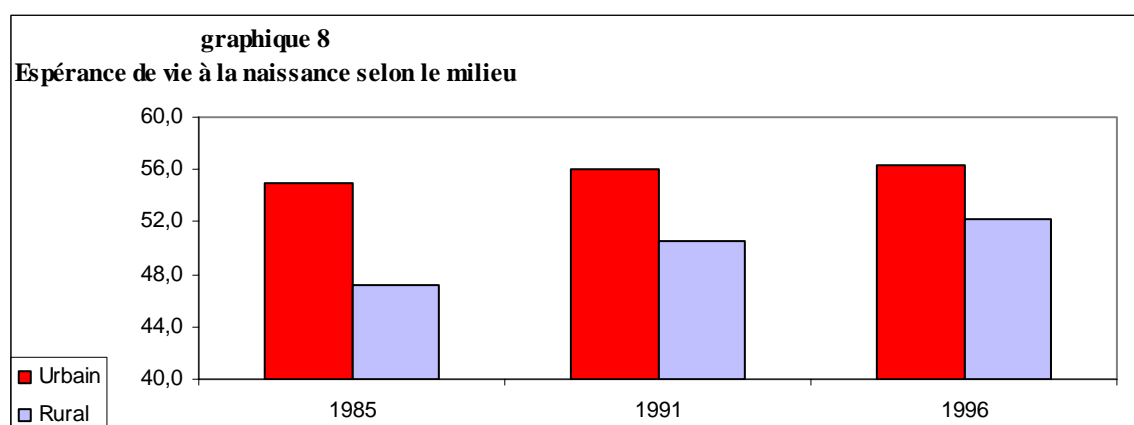
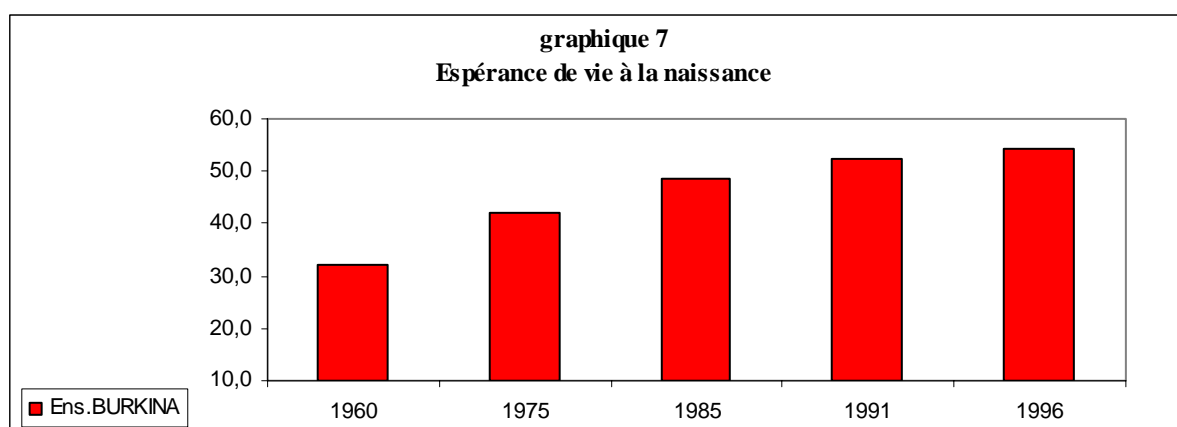
Tableau 7 : Espérance de vie à la naissance selon le milieu de résidence

| Milieux de résidence | 1960 | 1975 | 1985 | 1991 | 1996 |
|----------------------|------|------|------|------|------|
| Urbain | - | - | 55,0 | 56,1 | 56,3 |
| Rural | - | - | 47,2 | 50,6 | 52,2 |
| Ensemble du BURKINA | 32,0 | 42,0 | 48,5 | 52,2 | 53,8 |

Sources : I.N.S.D.

L'espérance de vie à la naissance a connu une augmentation depuis les indépendances. Elle est passée de 32 ans en 1960 à 48,5 ans en 1985 et à 54,1 ans en 1996. Le gain annuel moyen en espérance de vie à la naissance a été de 0,56 an entre 1985-96 contre 0,65 entre 1975-85.

Les écarts sont importants entre les milieux urbain et rural.



Contraception

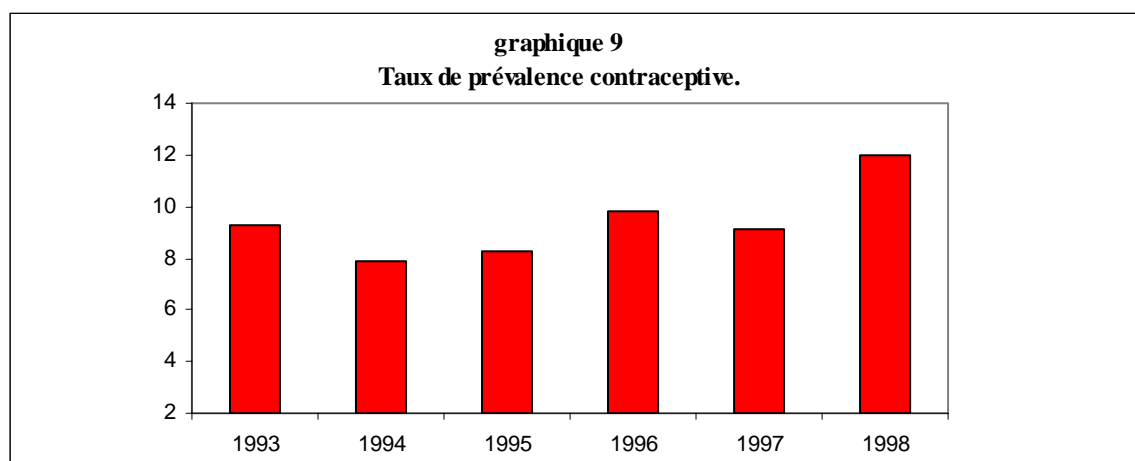
Tableau 8 : Taux de prévalence contraceptive

| Libellé | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|--------------------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|-------|
| Taux de prévalence contraceptive (%) | 4,8 | 6,3 | 9,1 | 9,3 | 7,9 | 8,3 | 9,8 | 9,1 | 12,0* |

Sources : I.N.S.D. (* EDSBF 1998/99) et D.E.P. du Ministère de la Santé.

Le taux de prévalence contraceptive (toutes méthodes confondues) est passé de 9,3% en 1993 à 12,0% en 1998. Pour les seules méthodes modernes, la prévalence est estimée à 6% pour l'ensemble des femmes.

Le faible niveau d'utilisation des méthodes contraceptives s'expliquerait en partie par l'influence des pesanteurs socioculturelles.



Migration

Tableau 9 : Solde migratoire

| Libellé | 1985 | 1991 | 1994 | 1996 |
|------------------|----------|----------|----------|-----------|
| Solde migratoire | -11539,0 | -17500,0 | -34000,0 | - 80243,0 |

Sources : I.N.S.D.

Les migrations internes sont essentiellement dues à l'exode rural notamment vers les deux principales villes du pays à savoir Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. En outre il y a des mouvements de populations du fait du déficit pluviométrique qui prévaut dans certaines régions à l'endroit des plaines aménagées et des zones beaucoup mieux arrosées.

Les déplacements en dehors du pays se font en général vers les pays voisins en particulier la Côte d'Ivoire.

DEFINITIONS DU SECTEUR POPULATION

Parité moyenne à 50ans : c'est le nombre d'enfants qu'a obtenu une femme à la fin de sa vie féconde

Taux brut de mortalité : il mesure le nombre de décès (tous âges confondus) pour 1000 habitants.

Quotient de mortalité infantile : il mesure la probabilité pour un enfant qui naît, de décéder avant son premier anniversaire.

Taux de mortalité infantile : il mesure le nombre de décès annuels pour 1000 enfants de moins d'un an.

Quotient de mortalité juvénile : il mesure la probabilité pour un enfant qui a dépassé son premier anniversaire de décéder avant son cinquième anniversaire.

Taux de prévalence contraceptive : c'est la proportion des femmes utilisant des méthodes contraceptives, toutes méthodes confondues.

Espérance de vie à la naissance : c'est le nombre moyen d'années que peut espérer vivre un enfant à la naissance.

Accroissement démographique (taux d'accroissement) : c'est la mesure de l'augmentation d'une population donnée au cours d'une année du fait de la natalité, de la mortalité et des migrations.

Accroissement naturel (taux d'accroissement) : c'est la mesure de l'augmentation d'une population donnée au cours d'une année du fait uniquement des naissances et des décès.

Temps de doublement : c'est la durée de doublement d'une population. Elle est exprimée en années.

Solde migratoire : c'est la différence entre les entrants (immigrants) et les sortants (émigrants) au sein d'une population donnée au cours d'une année.

Source : Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD)

LOGEMENT

L'habitat au Burkina Faso en 1998 est dominé par deux types de logement.

Il s'agit principalement des cases avec 67,8% et les logements à bâtiment unique avec 26,9%.

Les murs sont essentiellement en banco (simple ou amélioré) et les toitures généralement sont en banco, en tôle ondulée et en chaume.

Les sols sont pour la plupart en terre battue.

La grande partie des ménages sont propriétaires de leur logement (85,5%).

La location existe principalement en ville.

Principaux tableaux

Tableau1: Type de logement selon le milieu résidence

Tableau2: Type de mur selon le milieu résidence

Tableau3: Mode d'occupation du logement selon le milieu de résidence

Tableau4: Répartition des ménages selon la nature de la toiture du bâtiment principal et le milieu de résidence

Tableau5: Répartition des ménages selon la nature du sol du bâtiment principal et le milieu de résidence

Une habitation décente dépend en partie des matériaux utilisés pour sa construction.

Au Burkina Faso plus de 80% des ménages vivent dans des logements dont les murs sont en banco. Cette proportion est de 88,3% en milieu rural contre 52,7% en milieu urbain.

Tableau1 : Type de logement selon le milieu de résidence

| Milieu de Résidence | Urbain | | Rural | | Burkina | |
|---------------------|--------|-------|-------|-------|---------|-------|
| | 1994 | 1998 | 1994 | 1998 | 1994 | 1998 |
| Immeubles | 0,7 | 0,5 | 0,2 | 0,1 | 0,3 | 0,0 |
| Villas | 7,7 | 7,6 | 0,9 | 2,0 | 2,2 | 0,4 |
| Bâtiments uniques | 51,7 | 60,7 | 21,2 | 34,5 | 27,1 | 26,9 |
| Plusieurs bâtiments | 37,1 | 25,2 | 35,2 | 7,8 | 35,6 | 2,7 |
| Cases | 2,6 | 5,8 | 41,9 | 53,8 | 34,3 | 67,8 |
| Autres | 0,2 | 0,2 | 0,5 | 1,7 | 0,4 | 2,1 |
| Ensemble | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Source: INSD enquête prioritaire I et II

En 1998 on remarque une prédominance de deux types de logements : les cases (67,8%) et les bâtiments uniques (26,9%). Alors qu'en zone urbaine, la majorité des ménages vivent dans des maisons individuelles simples (60,7%), en zone rurale ce sont les cases (53,8%) qui prédominent.

En zone urbaine la proportion du logement de type villa n'a pas connu un changement notable de 1994 à 1998.

Tableau2 : Type de mur selon le milieu de résidence

| Milieu Résidence | Urbain | | | Rural | | | Ensemble Burkina | | |
|---------------------------|--------|-------|-------|-------|-------|------|------------------|-------|------|
| | 1991 | 1994 | 1998 | 1991 | 1994 | 1998 | 1991 | 1994 | 1998 |
| Paille | 0,5 | 0,6 | 0,3 | 7,7 | 3,9 | 8,1 | 6,7 | 3,3 | 6,3 |
| Banco(simple et amélioré) | 66,0 | 47,2 | 52,7 | 89,9 | 87,9 | 88,3 | 86,3 | 80,1 | 80,3 |
| Dur | 32,7 | 52,0 | 46,6 | 1,2 | 7,5 | 2,3 | 5,6 | 16,1 | 12,3 |
| Autres | 0,8 | 0,1 | 0,5 | 1,4 | 0,7 | 1,2 | 1,4 | 0,6 | 1,0 |
| Ensemble | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100 | 100,0 | 100,0 | 100 |

Sources: INSD enquête prioritaire I, II et enquête démographique

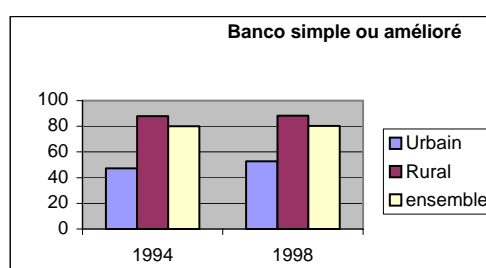
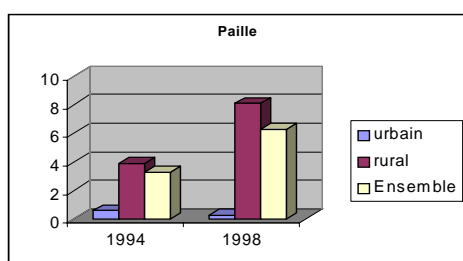


Tableau3: Mode d'occupation des Logements selon le milieu de résidence

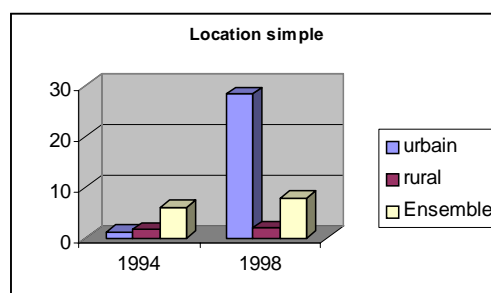
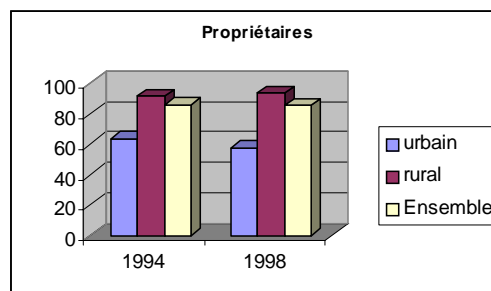
| Milieu de Résidence | Urbain | | | Rural | | | Ens Burkina | | |
|-------------------------------|--------|-------|------|-------|------|------|-------------|------|------|
| | 1991 | 1994 | 1998 | 1991 | 1994 | 1998 | 1991 | 1994 | 1998 |
| Mode d'occupation du logement | | | | | | | | | |
| Propriétaire | 65,6 | 63,9 | 57,8 | 92,9 | 91,4 | 93,6 | 89,0 | 86,0 | 85,5 |
| Location-vente | 4,0 | 1,0 | 1,0 | 0,3 | 0,0 | 0,1 | 0,8 | 0,2 | 0,3 |
| Location- simple | 18,0 | 1,1 | 28,4 | 0,6 | 1,7 | 2,0 | 3,0 | 6,1 | 7,9 |
| Hébergé gratuit | 11,5 | 10,6 | 12,6 | 5,6 | 6,7 | 4,2 | 6,4 | 7,4 | 6,1 |
| Autres | 0,9 | 0,2 | 0,2 | 0,7 | 0,2 | 0,3 | 0,8 | 0,2 | 0,3 |
| Ensemble | 100 | 100,0 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Source: INSD Enquête prioritaire I, II et enquête démographique

Au Burkina Faso en 1998 plus de 85% des ménages sont propriétaires de leur logement (57,8% en milieu urbain contre 93,6% dans la zone rurale).

On constate cependant que la proportion des ménages propriétaires a légèrement baissé entre 1994 et 1998. Les difficultés liées aux modalités d'acquisition des parcelles loties en ville et le coût élevé des matériaux de construction rendent l'accès à la propriété très difficile dans les zones urbaines.

La location vente est restée sans changement sur la période 1994 /1998 en ville alors que la location simple a connu une hausse significative passant de 1,1% en 1994 à 28,4% dans la même zone.

**Tableau4: Répartition des ménages selon la nature de la toiture du bâtiment principal et le milieu de résidence**

Année 1998

| Nature de la toiture | Urbain | Rural | Ensemble |
|----------------------|--------|-------|----------|
| Béton | 0,9 | 0,0 | 0,2 |
| Tôle | 92,2 | 23,5 | 39,0 |
| Tuile | 0,3 | 0,3 | 0,3 |
| Terre battue | 4,3 | 33,4 | 26,8 |
| Paille | 2,2 | 42,1 | 33,1 |
| Autres | 0,1 | 0,7 | 0,6 |
| Ensemble | 100 | 100 | 100 |

Source: INSD Enquête prioritaire II

Pour l'ensemble du pays, trois types de matériaux sont généralement utilisés pour la construction de la toiture des logements. Ce sont essentiellement la tôle (39 %), la paille (33,1%) et enfin la terre battue (26,8%). On note cependant une forte prédominance des toitures en tôle ondulée dans la zone urbaine (92,2%). Dans la zone rurale, les matériaux naturels comme la paille et la terre battue constituent l'essentiel des toitures avec respectivement 42,1% et 33,4%.

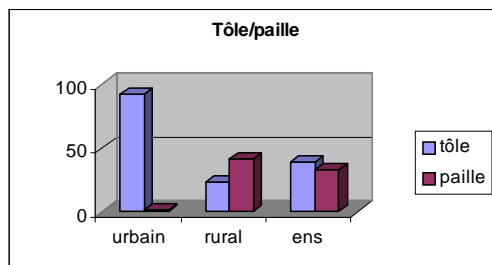


Tableau5 :Répartition des ménages selon la nature du sol du bâtiment principal et le milieu de résidence

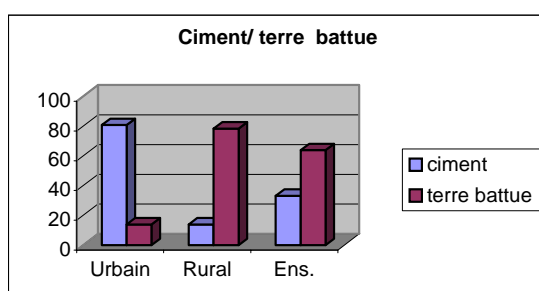
Année 1998

| Milieu de résidence | Urbain | Rural | Ensemble |
|------------------------|--------|-------|----------|
| Matériel du sol | | | |
| Carreau | 4,9 | 0,0 | 1,1 |
| Ciment | 80,7 | 19,3 | 33,2 |
| Terre battue/sable | 13,9 | 78,4 | 63,8 |
| Autres | 0,5 | 2,3 | 1,3 |
| Ensemble | 100 | 100 | 100 |

Source: INSD Enquête prioritaire II

La nature du sol d'un logement dépend généralement des matériaux utilisés pour construire les murs. Les bâtiments en dur pour la plupart du temps ont un sol revêtu en ciment ou en carreau tandis que les maisons en banco ont un sol soit en ciment soit en terre battue.

On note cependant que deux types d'éléments composent l'essentiel des sols des logements. Ce sont les sols en terre battue 63,8% et les sols en ciment 33,2%. En milieu urbain plus de 80% des logements des ménages ont un sol revêtu de ciment alors qu'en milieu rural plus de 78% des maisons ont le sol en terre battue.



EDUCATION

L'éducation est un des facteurs déterminants du développement humain durable. Malheureusement, le système éducatif burkinabé traverse une situation difficile. Le défi majeur du pays est de parvenir à satisfaire la forte demande d'éducation et à atteindre la scolarisation universelle.

L'accès à l'enseignement demeure encore limité. Seulement deux enfants sur cinq en âge d'aller à l'école y ont accès ; les infrastructures étant en deçà de la demande scolaire et certains parents sont toujours réticents pour scolariser leurs enfants.

Outre le faible niveau de scolarisation et en dépit des actions menées, les disparités ne sont pas encore résorbées. Les infrastructures sont beaucoup plus concentrées dans les villes qu'en campagne et certaines provinces battent le record de sous-scolarisation. Selon le sexe, les filles sont en général moins scolarisées que les garçons.

La qualité de l'enseignement se détériore d'année en année. L'encadrement pédagogique est insuffisant tout comme le matériel didactique. Les taux de déperdition sont de plus en plus élevés et le taux de passage du primaire au secondaire faible.

Principaux tableaux

Tableau 1: Données générales sur les dernières années

Tableau 2 : Taux bruts d'admission au CPI par sexe

Tableau 3 : Effectifs de l'enseignement primaire

Tableau 4: Evolution des taux brut de scolarisation par province

Tableau 5: Evolution des taux de scolarisation par sexe

Tableau 6: Ratio élèves/classe et ratio élèves/maître

Tableau 7: Taux de réussite

Tableau 8: Proportion de redoublants par sexe (%)

Tableau 9 : Taux d'alphabétisation par sexe selon le milieu de résidence

Tableau 10: Effectif de l'enseignement secondaire

Tableau 11: Infrastructures dans l'enseignement secondaire

Tableau 12: Taux de scolarisation de l'enseignement secondaire

Tableau 13: Effectifs des étudiants

Tableau 14: Dépenses budgétaires de l'Etat et de l'Education

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

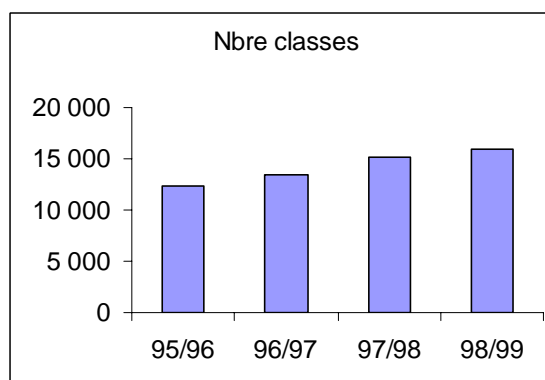
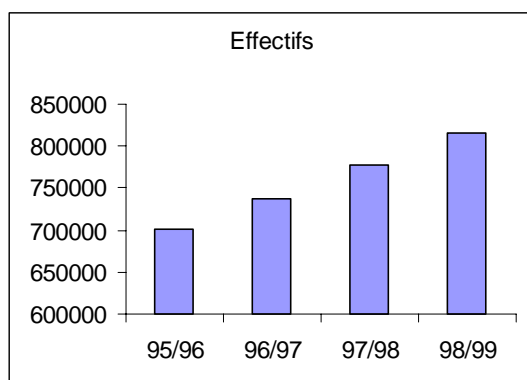
L'accès à l'enseignement formel demeure très limité au Burkina.

Pour l'année scolaire 1998/99, le taux brut de scolarisation était de 40,5% contre une moyenne africaine de près de 60% dont 70% pour un pays comme le Sénégal.

Tableau 1: Données générales sur les dernières années

| | 94/95 | 95/96 | 96/97 | 97/98 | 98/99 | |
|-------------------------------|---|---------|--------|--------|--------|----------------|
| Effectifs | 650699 | 700 995 | 738107 | 777691 | 816363 | |
| Nombre écoles | 3233 | 3 593 | 3819 | 4132 | 4518 | |
| Nombre classes | 11262 | 12 290 | 13413 | 15104 | 15980 | |
| Enseignants | 13849 | 14 784 | 14013 | 16724 | 16457 | |
| Redoublants | 105696 | 111843 | 118715 | 132296 | 144594 | |
| Taux brut de scolarisation(%) | 36,9 | 37,7 | 38,4 | 40,9 | 40,5 | |
| | Variation par rapport à l'année précédente | | | | | Moyenne |
| Effectifs | - | 7,7 | 5,3 | 5,4 | 5,0 | 5,8 |
| Nombre écoles | - | 11,1 | 6,3 | 8,2 | 9,3 | 8,7 |
| Nombre classes | - | 9,1 | 9,1 | 12,6 | 5,8 | 9,2 |
| Enseignants | - | 6,8 | -5,2 | 19,3 | -1,6 | 4,8 |
| Redoublants | - | 5,8 | 6,1 | 11,4 | 9,3 | 8,2 |

Sources : DEP/MEBA



Les effectifs des élèves du primaire ont connu un accroissement sensible passant de 650 699 en 94/95 à 816 363 en 98/99 soit un taux d'accroissement moyen annuel de 5,8% sur la période.

En dépit de cette progression, le taux brut de scolarisation au Burkina reste l'un des plus bas de la sous région. Seulement 2/5 des enfants en âge d'aller à l'école y ont accès.

L'évolution des taux est globalement faible (1 à 2 points par an).

Les causes de cette contre performance sont liées entre autres à :

- l'insuffisance du nombre d'écoles, de classes et de maîtres,
- la pauvreté et l'analphabétisme de la plupart des parents d'élèves (près de 85% de la population est analphabète)
- La réticence de certains parents de scolariser leurs enfants particulièrement les filles
- l'éloignement de l'école par rapport au lieu de résidence. Dans certaines localités, il faut parcourir 5 à 10 km pour atteindre l'école

Au cours des cinq dernières années scolaires, l'évolution du nombre d'enseignants a été plus lente (4,8%) que celle des effectifs d'élèves, d'écoles et de classes. Le nombre d'élèves n'a augmenté que de 5,8% en moyenne contre 8,7% pour les écoles et 9,2% pour les classes. En chiffres absolus, le nombre d'enseignants est passé de 13849 à 16457 sur la période soit un accroissement moyen de 522 maîtres supplémentaires par an. Le nombre d'écoles a augmenté en moyenne de 257 par an et celui des classes de 944.

Au cours des deux dernières années scolaires, le nombre d'enseignants a baissé de 1,6% contre une augmentation respective de 5,0% des effectifs des élèves, de 9,3% du nombre d'écoles et de 5,3% pour les classes. En chiffres absolus, le nombre d'enseignants a baissé de 267 maîtres par rapport à l'année scolaire précédente alors que le nombre d'élèves augmentait de 38 672, le nombre d'écoles de 386 et les classes de 876.

Tableau 2 : Taux bruts d'admission au CP1 par sexe

| | 1994/95 | 1995/96 | 1996/97 | 1997/98 | 1998/99 |
|----------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Garçons | 41,4 | 40,7 | 39,2 | 40,4 | |
| Filles | 25,6 | 25,6 | 23,3 | 27,6 | |
| Ensemble | 33,5 | 33,1 | 31,3 | 34,0 | |

Sources : DEP/MEBA

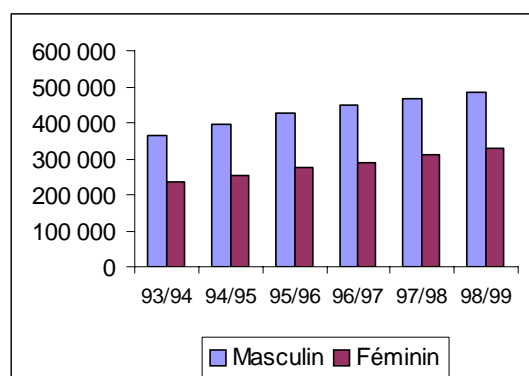
L'accès à l'enseignement primaire demeure encore limité.

D'une manière générale, le taux d'admission au CP1 oscille entre 31 et 34%. Les filles sont encore moins nombreuses à y accéder.

Tableau 3 : Effectifs de l'enseignement primaire

| | 94/95 | 95/96 | 96/97 | 97/98 | 98/99 | |
|----------|---|--------|--------|--------|--------|----------------|
| Masculin | 395911 | 426165 | 447067 | 467195 | 486293 | |
| Féminin | 254284 | 274830 | 291040 | 310496 | 330070 | |
| Ensemble | 650195 | 700995 | 738107 | 777691 | 816363 | |
| | variation par rapport à l'année précédente | | | | | moyenne |
| Masculin | - | 7,6 | 4,9 | 4,5 | 4,1 | 5,3 |
| Féminin | - | 8,1 | 5,9 | 6,7 | 6,3 | 6,7 |
| Ensemble | - | 7,8 | 5,3 | 5,4 | 5,0 | 5,9 |

Sources : DEP/MEBA



Le rythme de croissance des effectifs féminins a été légèrement supérieur à celui des garçons: 6,7% contre 5,3%. Cet écart s'est accentué au cours des deux dernières années scolaires: 6,3% pour les filles contre 4,1% pour les

garçons. Des efforts ont été consentis pour la scolarisation des filles, toutefois ils ne devraient pas se faire au détriment des garçons.

Infrastructures dans le primaire

Entre 1994/95 et 1998/99, le nombre d'écoles primaires est passé de 3233 à 4518 soit un accroissement moyen de près de 40%. Cela reste insuffisant compte tenu de la progression des effectifs scolarisables et du ratio élèves/classe.

On constate une inégale répartition des infrastructures scolaires entre les provinces et les zones de résidence : les zones urbaines sont les plus privilégiées alors que les zones rurales sont plus importantes en nombre; les écoles à 6 classes se trouvent surtout dans les centres urbains alors qu'en milieu rural ce sont les écoles à 3 classes qui dominent.

Dans certaines régions, beaucoup d'écoles sont dans un état relativement médiocre qui nécessiterait des réparations ; certaines classes ne disposent pas de tables-bancs en nombre suffisant.

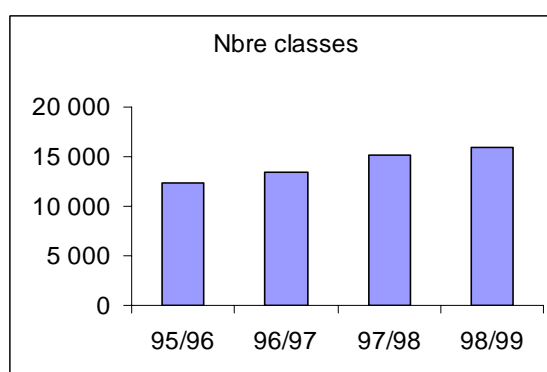
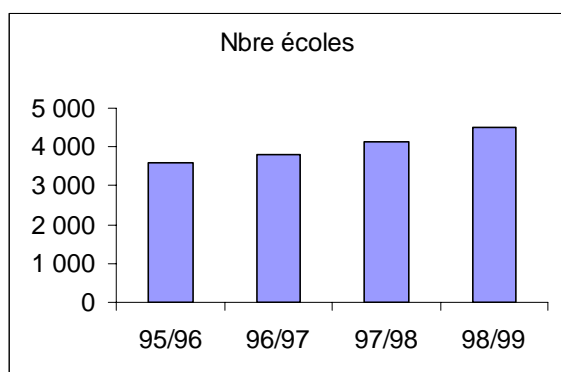


Tableau 4: Evolution des taux brut de scolarisation par province

| | 1994/95 | 1995/96 | 1996/97 | 1997/98 | 1998/99 |
|--------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Bam | 34,93 | 38,16 | 35,6 | 34,7 | 37,1 |
| Bazega | 34,49 | 35,53 | 38,9 | 40,3 | 38,1 |
| Bougouriba | 32,67 | 35,18 | 38,2 | 37,8 | 39,3 |
| Boulgou | 31,35 | 32 | 34,9 | 36 | 36,3 |
| Boulkiemdé | 45,6 | 48,27 | 50,2 | 50,2 | 47,2 |
| Comoé | 41,63 | 44,32 | 53,4 | 54,4 | 49,6 |
| Ganzourgou | 21,21 | 22,83 | 25 | 26,3 | 29 |
| Gnagna | 10,71 | 11,94 | 13,1 | 13,5 | 14,9 |
| Gourma | 17,78 | 19,42 | 26,4 | 27,7 | 27,9 |
| Houet | 53,88 | 55,55 | 65,7 | 64,6 | 63 |
| Kadiogo | 85,83 | 83,51 | 88,7 | 87,9 | 90,4 |
| KénéDougou | 37,21 | 38,06 | 38,6 | 39,7 | 39,3 |
| Kossi | 21,29 | 22,13 | 25,9 | 29,9 | 28 |
| Kouritenga | 31,12 | 32,98 | 36,1 | 37,3 | 36,8 |
| Mouhoun | 38,21 | 40,43 | 42,9 | 42,5 | 40,4 |
| Nahouri | 40,63 | 45,05 | 46,6 | 44,8 | 41,5 |
| Namentenga | 13,76 | 18,38 | 18,5 | 20,5 | 21,6 |
| Oubritenga | 37,97 | 39,78 | 41,6 | 40,9 | 38,4 |
| Oudalan | 16,72 | 16,1 | 18,5 | 18,6 | 20,3 |
| Passoré | 35,11 | 38,13 | 38,5 | 39,3 | 40,8 |
| Poni | 19,66 | 21,65 | 29,1 | 32,6 | 29,4 |
| Sanguié | 42,03 | 46,36 | 49 | 49,5 | 46,7 |
| Sanmatenga | 20,98 | 23 | 23,6 | 25,7 | 28 |
| Séno | 12,62 | 11,81 | 15,4 | 15,3 | 16,1 |
| Sissili | 26,26 | 28,03 | 37,5 | 38,4 | 37,1 |
| Soum | 13,94 | 16,54 | 16,1 | 16,6 | 19,3 |
| Sourou | 40,72 | 42,51 | 39,2 | 39,3 | 42 |
| Tapoa | 16,12 | 15,91 | 16 | 17,7 | 18,6 |
| Yatenga | 42,32 | 45,7 | 46,1 | 48,2 | 49,2 |
| Zounwéogo | 32,34 | 35,27 | 37,7 | 38 | 36,3 |
| Balé | | | 44,8 | 44,6 | 38,8 |
| Banwa | | | 22,9 | 28,3 | 28,8 |
| Ioba | | | 38,1 | 40,8 | 38,7 |
| Komandjoari | | | 3,2 | 7,6 | 11,9 |
| Kompienga | | | 23,4 | 26,1 | 32,2 |
| Koulpelogo | | | 19 | 19,3 | 21,7 |
| Kourwéogo | | | 38,7 | 40,8 | 37,4 |
| Leraba | | | 33,3 | 36,1 | 33,8 |
| Loroum | | | 31 | 32,8 | 30,2 |
| Nayala | | | 75,9 | 77 | 54,8 |
| Noumbiel | | | 19,7 | 19,2 | 21,6 |
| Tuy | | | 36,7 | 36,4 | 34,4 |
| Yagha | | | 6,3 | 10,6 | 14,3 |
| Ziro | | | 21 | 23,9 | 23,9 |
| Zondoma | | | 44,7 | 47,5 | 40,1 |
| | | | | | |
| Burkina Faso | 35,69 | 37,47 | 38,42 | 40,9 | 40,5 |

Sources : DEP/MEBA

Carte des taux de scolarisation (%) des provinces

Certaines provinces sont plus scolarisées que d'autres. Pour l'année scolaire 1998/99, on note :

- 11 provinces dont le taux brut de scolarisation est inférieur à 25%. Parmi ces provinces, les moins scolarisées sont la Komandjoari (11,9%); le Yagha (14,3%); la Gnagna (14,9%); le Séno (16,1%) ; la Tapoa (18,6%) et le Soum (19,3%).
- 27 provinces dont le taux brut de scolarisation varie de 27,9% dans le gourma à 42% dans le Sourou.
- 4 provinces dont le taux brut de scolarisation est relativement élevé : il s'agit du Sanguié (46,7%), du Boulkiemdé (47,2%), du Yatenga (49,2%) de la Comoé (49,6%).
- 3 provinces qui sont les plus favorisées en matière de taux de scolarisation. Il s'agit du Kadiogo (90,4%) , du Houet (63%) et du Nayala (54,8%).

Comme pour la majorité des indicateurs au Burkina, des différences existent dans les taux de scolarisation selon que l'on considère le milieu de résidence (urbain, rural) ou le sexe (filles, garçons).

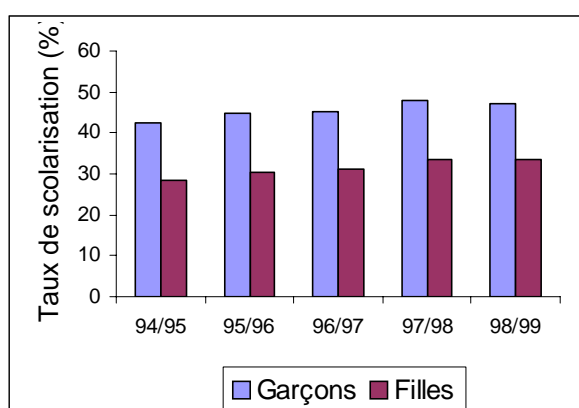
Taux de scolarisation par sexe.

Selon que l'on considère le milieu de résidence et le sexe, des différences existent entre les taux de scolarisation. La différence entre filles et garçons a varié certaines années du simple au double. Des efforts restent à faire en matière de scolarisation.

Tableau 5: Evolution des taux de scolarisation par sexe

| | 94/95 | 95/96 | 96/97 | 97/98 | 98/99 |
|----------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Garçons | 42,5 | 44,73 | 45,3 | 48 | 47,1 |
| Filles | 28,55 | 30,38 | 31,08 | 33,4 | 33,6 |
| Ensemble | 36,85 | 37,72 | 38,42 | 40,9 | 40,5 |

Sources : DEP/MEBA



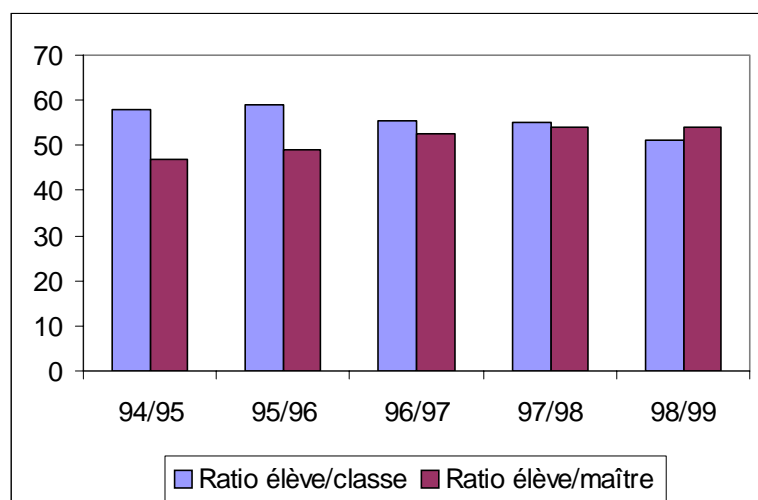
Taux d'encadrement

Le ratio élèves / maître reste dans les proportions globalement acceptables au Burkina : cela vient du fait que l'enseignement primaire fait de plus en plus appel à la fois à des maîtres à temps plein et aux maîtres à temps partiel, même si on peut toute fois s'interroger sur la qualité de ces maîtres.

Tableau 6 : Ratio élèves/classe et ratio élèves/maître

| | 94/95 | 95/96 | 96/97 | 97/98 | 98/99 |
|--------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Ratio élève/classe | 58 | 59 | 55,3 | 55 | 51 |
| Ratio élève/maître | 47 | 49 | 52,7 | 54 | 54 |

Sources : DEP/MEBA



Pour l'ensemble du pays, un enseignant a en charge en moyenne 54 élèves. Cette moyenne est de 40 dans la Gnagna et atteint 80 dans les centres urbains. Il n'est pas rare de trouver des classes de plus de 100 élèves dans les villes comme Ouaga et Bobo.

Les seules provinces du Kadiogo et du Houet regroupent 25 % des effectifs d'encadrement alors qu'elles ne représentent que 14 % de la population scolarisable de 7-12 ans révolus. Certaines classes des villes de Ouaga et Bobo ont 2 à 3 maîtres pendant que certaines classes des zones rurales manquent d'enseignants.

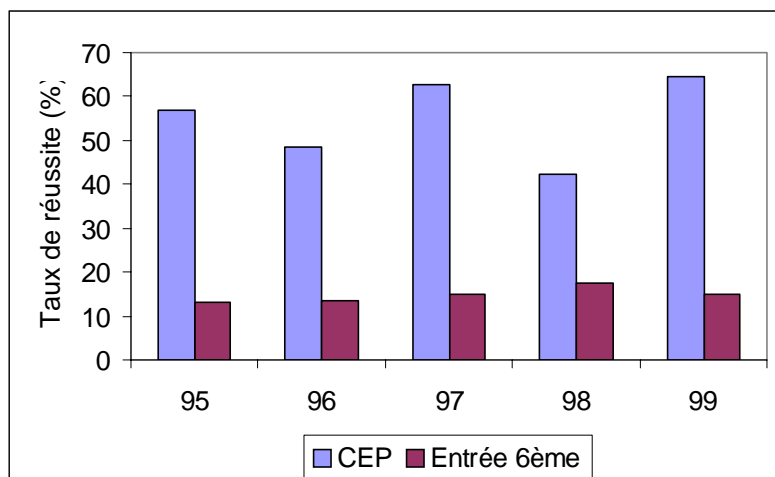
Taux de réussite aux examens

Les taux de réussite à l'entrée en 6^{ème} sont nettement plus faibles que ceux du CEPE pour les deux sexes. Il faut noter que l'évolution du taux de réussite à l'entrée en 6^{ème} est tributaire du nombre de places disponibles au niveau des classes de 6^{ème} des lycées et collèges publics.

Tableau 7: Taux de réussite

| | 95 | 96 | 97 | 98 | 99 |
|----------------------------|------|------|------|------|------|
| CEP | 57,0 | 48,4 | 62,6 | 42,4 | 64,6 |
| Entrée en 6 ^{ème} | 13,2 | 13,5 | 14,9 | 17,4 | 14,9 |

Sources : DEP/MEBA



Les redoublants au primaire

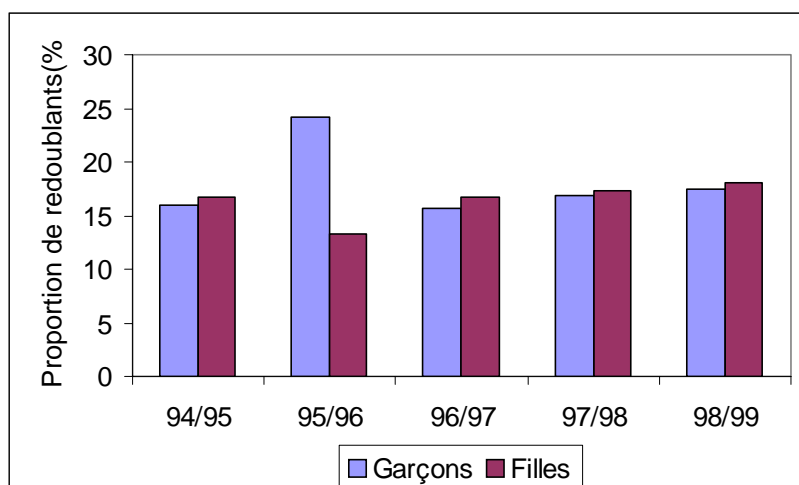
La proportion de redoublants (toutes classes confondues) est assez importante et va croissante d'année en année. Elle est plus importante chez les filles que chez les garçons.

Cette forte proportion témoigne de l'inefficacité du système éducatif burkinabé.

Tableau 8 : Proportion de redoublants par sexe (%)

| | 94/95 | 95/96 | 96/97 | 97/98 | 98/99 |
|-------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Garçons | 16,0 | 24,2 | 15,7 | 16,8 | 17,5 |
| Filles | 16,8 | 3,3 | 16,7 | 17,3 | 18,0 |
| Ensemble BF | 16,3 | 16,0 | 16,1 | 17,0 | 17,7 |

Sources : DEP/MEBA



En effet, sur 1000 élèves entrant dans le système en première année (CP1) 386 parviendront au CM2 dont seulement 105 sans redoublement. En moyenne 12,2 années / élèves sont nécessaires à la production d'un certifié soit plus de 2 fois le coût normal. Les acquisitions scolaires sont faibles.

ALPHABETISATION

La grande majorité de la population burkinabé est analphabète. Plus de 80% de la population âgée de 15 ans et plus ne sait lire ni écrire dans une langue quelconque. Le taux d'alphabétisation est resté constant depuis 1994.

Tableau 9 : Taux d'alphabétisation par sexe selon le milieu de résidence

| | 1994 | 1998 |
|-----------------|-------------|-------------|
| Urbain | | |
| Masculin | 61,7 | 59,9 |
| Féminin | 40,9 | 42,0 |
| Ensemble | 51,6 | 50,6 |
| Rural | | |
| Masculin | 18,8 | 15,6 |
| Féminin | 5,7 | 6,8 |
| Ensemble | 11,8 | 10,8 |
| Ensemble | | |
| Masculin | 27,1 | 24,8 |
| Féminin | 11,4 | 12,9 |
| Ensemble | 18,9 | 18,4 |

Le taux d'alphabétisation est proportionnellement 5 fois plus élevé en milieu urbain (50,6%) qu'en milieu rural (10,8%). Ce sont les grands centres qui sont généralement les plus favorisés. A titre d'exemple, le taux d'alphabétisation de Ouaga est de 58,7 % en 1998.

Les hommes sont proportionnellement deux fois plus alphabétisés que les femmes. La discrimination sexuelle dans la scolarisation serait à l'origine de cette différence.

Cependant on observe une certaine amélioration de l'alphabétisation des femmes en milieu rural. L'écart entre les taux masculin et féminin est passé de 13 points en 1994 à 9 en 1998.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

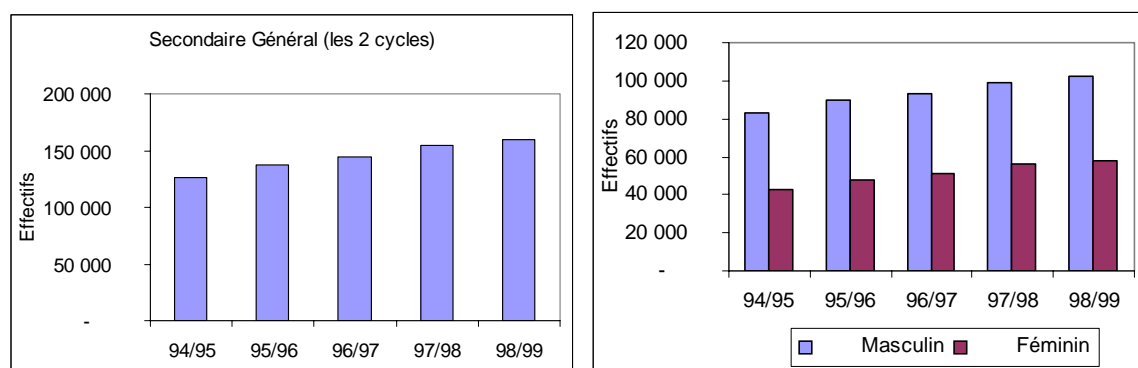
L'enseignement secondaire présente également des insuffisances.

Tableau 10 : Effectif de l'enseignement secondaire

| | | 94/95 | 95/96 | 96/97 | 97/98 | 98/99 |
|-------------------------------|--|---------|--------|--------|--------|--------|
| Secondaire Général 1er cycle | | 108 114 | 116170 | 122590 | 130213 | 133509 |
| Masculin | | 69 285 | 73794 | 77054 | 80557 | 82256 |
| Féminin | | 38 829 | 42376 | 45536 | 49656 | 51253 |
| Secondaire Général 2nd cycle | | 18 051 | 21087 | 21751 | 24573 | 26587 |
| Masculin | | 13 708 | 15815 | 16464 | 18412 | 19728 |
| Féminin | | 4 343 | 5272 | 5287 | 6161 | 6859 |
| Secondaire Général (2 cycles) | | 126 165 | 137257 | 144341 | 154786 | 160096 |
| Masculin | | 82 993 | 89609 | 93518 | 98969 | 101984 |

| | | | | | | |
|---------|--|--------|-------|-------|-------|-------|
| Féminin | | 43 172 | 47648 | 50823 | 55817 | 58112 |
|---------|--|--------|-------|-------|-------|-------|

Sources : DEP/MESSRS



Les effectifs des élèves du secondaire ont connu un accroissement sensible passant de 126 165 en 94/95 à 160 096 en 98/99 soit un taux d'accroissement relatif de près de 27%. Cette progression résulte d'un accroissement d'environ 23% au niveau du premier cycle et de 47% au second cycle.

On note que les effectifs féminins ont augmenté d'environ 35% contre 23% pour les masculins sur la même période.

Infrastructures dans le secondaire

Le Burkina disposait en 1998/99 de 380 établissements d'enseignement secondaire (général, technique et professionnel) contre 234 en 1993/94 soit un accroissement de plus de 62%.

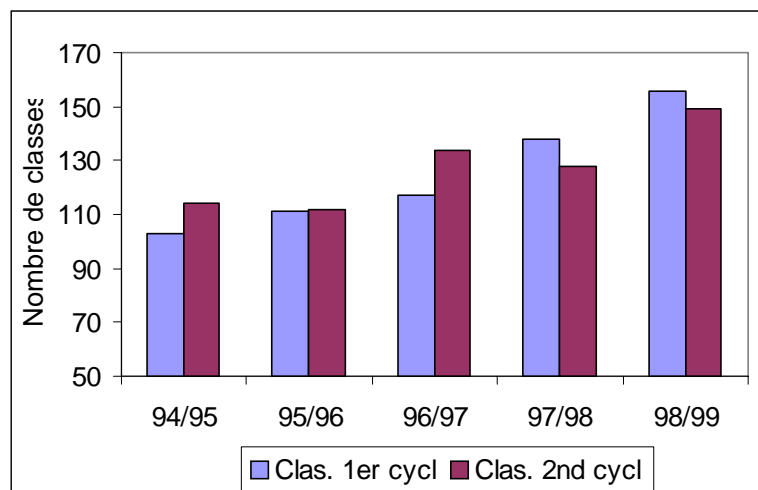
Le nombre d'établissements d'enseignement général est passé de 205 à 329 sur la même période, soit un taux d'accroissement relatif de 60% et un taux d'accroissement annuel moyen de 9%. Le nombre de classes a augmenté proportionnellement à celui des établissements, passant de 1865 à 2656 pendant la même période soit un accroissement relatif de 42,4% et un taux d'accroissement annuel moyen de 7%. Cette croissance est restée néanmoins insuffisante si l'on sait que le ratio nombre d'élèves par classe est en baisse passant de 58 en 1994 à 51 en 1998. Par contre, dans les grands centres urbains, le ratio atteint 90 et parfois 100.

Au niveau de l'enseignement technique et professionnelle, le nombre de classes a augmenté d'environ 33%. Les effectifs moyens par classe sont plus bas dans l'enseignement technique. L'accès y est difficile notamment à cause du coût de la scolarité. Pour l'essentiel, l'enseignement technique relève de l'initiative privée. Le secteur privé contrôle en effet environ 80 % des établissements techniques.

Tableau 11: Infrastructures dans l'enseignement secondaire

| | 93/94 | 94/95 | 95/96 | 96/97 | 97/98 | 98/99 |
|--------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Secondaire Général | | | | | | |
| Etablissements | 205 | 235 | 252 | 272 | 307 | 329 |
| Clas. 1er cycl | 1 534 | 1690 | 1824 | 1954 | 2042 | 2107 |
| Clas. 2 nd cycl | 331 | 382 | 432 | 482 | 513 | 549 |
| Total classes | 1865 | 2072 | 2256 | 2436 | 2555 | 2656 |
| Secondaire Tech + prof. | | | | | | |
| Etablissements | 29 | 33 | 41 | 42 | 51 | 51 |
| Clas. 1er cycl | 103 | 111 | 117 | 138 | 156 | 146 |
| Clas. 2nd cycl | 114 | 112 | 134 | 128 | 149 | 142 |
| Total classes | 217 | 222 | 251 | 266 | 305 | 288 |

Sources : DEP/MEBA



Taux de scolarisation dans le secondaire

Le taux de scolarisation au secondaire reste faible. En 1999, près de 65% des candidats obtenaient le CEPE, mais seulement 14,8 % réussissaient au concours d'entrée en 6^e.

Le taux de passage du primaire au secondaire (taux de transition) est très faible et est en baisse : de 29 % en 1994 /95, il n'a été que d'environ 20% en 1999.

Tableau 12: Taux de scolarisation de l'enseignement secondaire

| | 94/95 | 95/96 | 96/97 | 97/98 | 98/99 |
|----------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Garçons | 12,3 | 12,9 | 13,4 | 13,6 | 13,7 |
| Filles | 6,9 | 7,4 | 7,9 | 8,4 | 8,5 |
| Ensemble | 9,7 | 10,2 | 10,7 | 11,0 | 11,1 |

Sources : DEP/MEBA

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

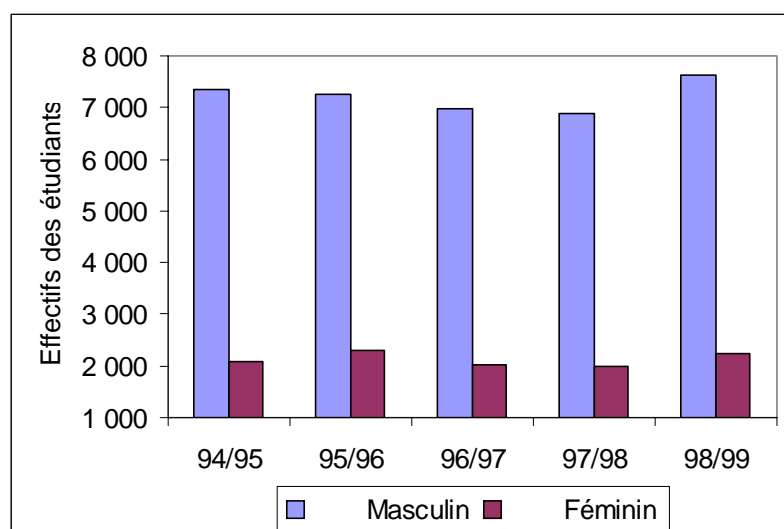
L'accès à l'enseignement supérieur reste limité à une infime partie de ceux qui entrent dans le système scolaire, d'où le qualificatif de " élitiste ".

Les effectifs d'étudiants ont peu évolué. L'accroissement annuel moyen n'a été que de 1,3%. Les effectifs ont été en baisse de 1994 à 1997. Cette baisse a été plus importante au niveau de la FLASHS, de la FAST et de la FASEG.

Tableau 13 : Effectifs des étudiants

| | 94/95 | 95/96 | 96/97 | 97/98 | 98/99 |
|-------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| FLASHS | 2 883 | 3096 | 2916 | 2874 | 3271 |
| FAST | 1 584 | 1608 | 1656 | 1557 | 1755 |
| FASEG | 2 126 | 1850 | 1532 | 1628 | 1822 |
| FSS | 801 | 874 | 923 | 928 | 970 |
| FDSP | 817 | 1000 | 959 | 881 | 1040 |
| ESI | 92 | 83 | 83 | 99 | 99 |
| IDR | 72 | 62 | 78 | 85 | 85 |
| INSE / ENSK | 696 | 688 | 649 | 611 | 628 |
| IUT | 381 | 270 | 204 | 208 | 208 |
| Ensemble | 9 452 | 9531 | 9000 | 8871 | 9878 |
| Masculin | 7 363 | 7245 | 6967 | 6877 | 7627 |
| Féminin | 2 089 | 2286 | 2033 | 1994 | 2251 |

Sources : DEP/MEBA



DEPENSES BUDGETAIRES DE L'ETAT

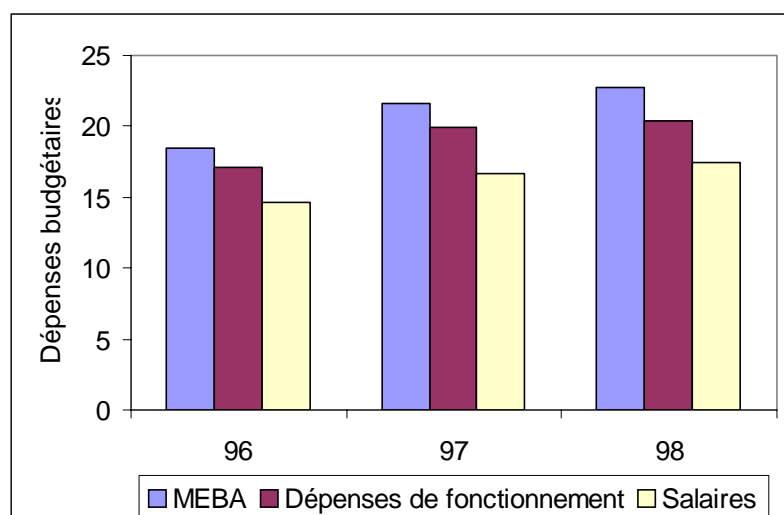
En 1998, les secteurs sociaux ont constitué 23,3% des dépenses budgétaires de l'Etat. Environ 64% de ces dépenses ont été réservées à l'éducation.

Sur la période 1996-98, les secteurs sociaux ont absorbé en moyenne 26% des dépenses budgétaires.

Tableau 14: Dépenses budgétaires de l'Etat et de l'Education

| | | Milliards FCFA | | | |
|--------------------------------|--|----------------|--------|--------|--------|
| | | 96* | 97* | 98* | 99* |
| Dépenses budgétaires de l'Etat | | 177,4 | 197,50 | 248,60 | 258,50 |
| Secteurs sociaux | | 48,2 | 54,6 | 57,9 | 84,3 |
| Education | | 37,98 | 36,2 | 36,8 | 48,5 |
| Dépenses de fonctionnement | | 26,7 | 33,4 | 33,6 | 42,8 |
| MEBA | | 18,5 | 21,6 | 22,8 | 29,4 |
| Dépenses de fonctionnement | | 17,1 | 19,9 | 20,4 | 26,4 |
| Salaires | | 14,6 | 16,7 | 17,4 | 22 |
| MESSRS | | 14 | 15,1 | 14 | 19 |
| Dépenses de fonctionnement | | 12,8 | 12,5 | 13,2 | 16,4 |
| Salaires | | 5,2 | 7,2 | 7,2 | 9,2 |

Source : STC-PDES / Circuit informatisé



DEFINITIONS DU SECTEUR DE L'EDUCATION

Taux brut de scolarisation

Le taux brut de scolarisation pour un enseignement donné, considère le rapport entre le nombre total d'élèves inscrits à ce niveau, quelque soit leur âge, et la population qui d'après les règlements nationaux devrait être scolarisée à ce niveau. C'est ainsi que l'on a des taux brut de scolarisation au primaire, au secondaire et au supérieur.

Taux d'admission

Le taux d'admission prend le nombre de nouveaux entrants dans le niveau d'éducation donné (primaire) par rapport à la population de l'âge officiel d'entrée à ce niveau d'enseignement. Il traduit mieux que tout autre indicateur, le niveau d'accès au système.

Taux d'encadrement

Ce taux est un des principaux indicateurs de la qualité de l'enseignement. Le nombre d'élèves par classe (ratio élèves/classe) ou le nombre d'élèves par maître (ratio élèves/maître) sont les principaux indicateurs de qualité.

Taux de redoublement

Le taux de redoublement pour l'année d'études i , l'année scolaire t est égal au nombre d'élèves qui redoublent l'année d'études i l'année scolaire $t+1$ sur le nombre total d'élèves de l'année d'études i , l'année scolaire t .

Taux de succès aux examens (CEPE ou Entrée en 6^{ème})

C'est le nombre d'élèves ayant réussi au CEPE ou à l'Entrée en 6^{ème} l'année scolaire t sur le nombre total d'élèves de la dernière année d'études l'année scolaire t .

Taux d'alphabétisation

C'est la population alphabète de 10 ans et plus sur la population totale de 10 ans et plus, multipliée par 100. Est alphabète une personne capable de lire et écrire en le comprenant, un exposé simple et bref de faits en rapport avec sa vie quotidienne (UNESCO 1985).

SECTEUR SANTE

La santé a toujours constitué un secteur préoccupant pour les autorités burkinabé. Depuis 1992, la politique dans le domaine de la santé se caractérise par une volonté de rendre les soins accessibles à toute la population, riches comme pauvres, en milieu urbain et rural. Les priorités d'interventions sont la lutte contre les grandes endémies (paludisme, méningite, rougeole, etc...) et la santé reproductive (santé maternelle et infantile, lutte contre les MST et le SIDA, lutte contre l'excision, etc...).

La situation sanitaire reste caractérisée par une mortalité et une morbidité élevées. Les couvertures prénatale et obstétricale sont faibles surtout en milieu rural. Le SIDA connaît une évolution inquiétante et la situation sanitaire de la mère et de l'enfant devient de plus en plus préoccupante. Les infrastructures et le personnel de santé restent très insuffisants.

EVOLUTION DES INFRASTRUCTURES DE SANTE

Le système de santé du Burkina comprend quatre niveaux qui assurent des soins primaires, secondaires et tertiaires :

- le centre de santé et de promotion sociale (CSPS) est le niveau de soins le plus périphérique. Il comporte un dispensaire et une maternité. Cependant il existe toujours des dispensaires et des maternités isolés.
- Le centre médical avec antenne chirurgicale (CMA) constitue le deuxième niveau de soin et le premier niveau de référence pour les CSPS et pour les dispensaires et maternités isolés. Certains centres médicaux ne disposant pas encore d'antenne chirurgicale sont appelés simplement centres médicaux (CM) ;
- Le centre hospitalier régional (CHR) est le troisième niveau de soins. Il sert de référence pour les centres médicaux avec ou sans antenne chirurgicale ;
- Le centre hospitalier national (CHN) est le niveau le plus élevé et sert de lieu de référence pour les soins spécialisés et de site de formation des différentes catégories de personnels et de recherche.

Le nombre d'hôpitaux nationaux au Burkina qui est de 2 est resté inchangé de 1990 à 1997. Il en est de même pour les hôpitaux régionaux au nombre de 9. Le nombre de CSPS a par contre connu une croissance significative: il est passé de 612 en 1993 à 828 en 1998, soit un accroissement de 35%.

TABLEAU 1: EVOLUTION DES INFRASTRUCTURES DE SANTE

| Type d'infrastructures | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|---------------------------------|------|------|------|------|------|------|
| Hopitaux nationaux | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| Hopitaux régionaux | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 | 9 |
| Centres médicaux | 67 | 72 | 78 | 86 | 69 | 96 |
| CSPS /Dispensaires / Maternités | 612 | 628 | | 721 | 759 | 828 |
| Dispensaires seuls | 130 | 132 | | 130 | 130 | 114 |
| Maternités seules | 21 | 16 | | 27 | 21 | 17 |

Source: Direction des Etudes et de la Planification / Ministère de la santé

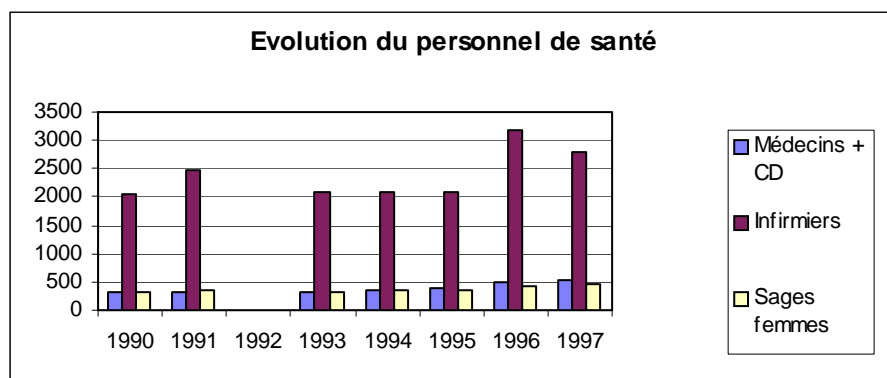
EVOLUTION DU PERSONNEL DE LA SANTE PUBLIQUE

Le personnel de la santé publique a poursuivi sa croissance durant la période de 1995 à 1997. Cette croissance a permis d'améliorer le ratio nombre d'habitants par unité de personnel, même s'il reste très au-dessus des normes de l'O.M.S. Les meilleurs niveaux concernant les médecins, les pharmaciens, les sages-femmes et les infirmiers d'Etat sont en effet tous enregistrés en 1997, et sont de 19801 hbts/médecin, 99388 hbts/pharmacien, 22325 hbts/sage-femme et 6863 hbts/infirmier breveté.

TABLEAU 2: EVOLUTION DU NOMBRE DE PERSONNEL DE SANTE PUBLIQUE

| Type de personnel | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 |
|---------------------------------|------|------|------|------|------|
| Médecins | 303 | 325 | 357 | 480 | 496 |
| Chirurgiens dentistes | 20 | 28 | 29 | 26 | 26 |
| Pharmaciens | 58 | 56 | 65 | 89 | 104 |
| Assistants de santé | 20 | | | | |
| Infirmiers diplômés d'état | 825 | 904 | 792 | 1762 | 1276 |
| Infirmiers brevetés spécialisés | 180 | | | | |
| Infirmiers brevetés | 1098 | 1199 | 1282 | 1406 | 1506 |
| Sages femmes | 315 | 352 | 357 | 433 | 463 |

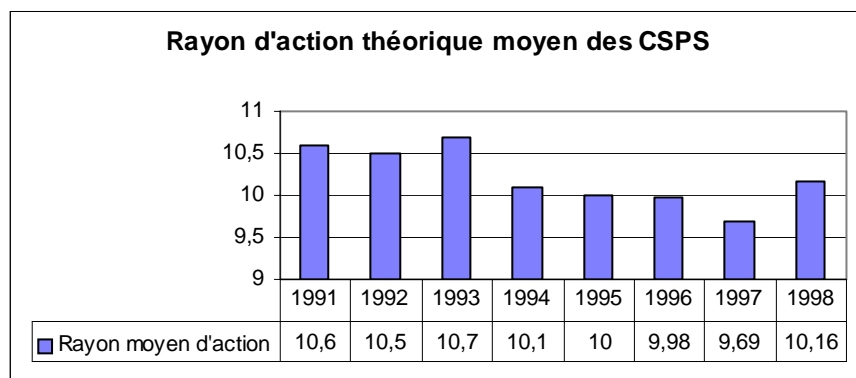
Source: Direction des Etudes et de la Planification / Ministère de la santé

**TABLEAU 3: NOMBRE D'HABITANTS PAR UNITE DE PERSONNEL**

| Personnel de sante | Norme OMS | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 |
|---------------------|-----------|--------|--------|--------|--------|-------|
| Medecins | 1/10.000 | 31955 | 29666 | 28572 | 20381 | 19801 |
| Pharmaciens | 1/20.000 | 166939 | 177466 | 156930 | 115872 | 99388 |
| Sages femmes | 1/5.000 | 30738 | 28233 | 28572 | 23817 | 22325 |
| Infirmiers d'état | 1/5.000 | 11736 | 10993 | 12879 | 5853 | 8101 |
| Infirmiers brevetés | 1/3.000 | 7576 | 8289 | 7957 | 7335 | 6863 |

Source: Direction des Etudes et de la Planification / Ministère de la santé

RAYON D'ACTION THEORIQUE MOYEN



Le rayon d'action théorique moyen des CSPS est de 10,16 km au niveau national en 1998. Il a connu une faible variation de 1991 à 1998. Son plus fort niveau de 10,7 km a été enregistré en 1993 et son plus faible niveau de 9,69 km enregistré en 1997. Des disparités énormes existent cependant entre les provinces. Dans les

provinces de l'Oudalan, de la Kompienga, du Zoundwéogo et du Nahouri, on a enregistré en 1998 des rayons d'action moyens supérieurs à 20 km tandis que celles du Kadiogo, du Houet, du Boulkiemdé, du Passoré, du Kourwéogo, de l'Oubritenga et du Ganzourgou ont connu des rayons d'action moyens en dessous de 7 km pour la même année.

TABLEAU 4: RAYON MOYEN D'ACTION THEORIQUE DES CSPS PAR PROVINCE

| Province | 1997 | 1998 | Province | 1997 | 1998 |
|-----------------|------|------|------------|-------------|--------------|
| Kadiogo | 2,06 | 1,93 | Bazèga | 8,52 | 10,16 |
| Boulkiemdé | 6,15 | 6,28 | Sourou | 10,2 | 10,2 |
| Passoré | 6,47 | 6,37 | Banwa | 10,37 | 10,37 |
| Kourwéogo | 6,87 | 6,58 | Nayala | 10,51 | 10,88 |
| Oubritenga | 5,95 | 6,7 | Namentenga | 11,25 | 11,25 |
| Houet | 7,34 | 6,79 | Oudalan | 15,65 | 14,85 |
| Ganzourgou | 6,81 | 6,81 | Séno | 20,35 | 15,17 |
| Yatenga | 6,94 | 7,11 | Comoé | 15,16 | 15,6 |
| Koulpéolgo | 6,49 | 7,44 | Soum | 15,63 | 15,63 |
| Leraba | 7,88 | 7,88 | Gourma | 16,02 | 16,02 |
| Les Balés | 8,35 | 7,98 | Tapoa | 16,65 | 17,73 |
| Boulgou | 8,44 | 8,06 | Yagha | 17,02 | 25,24 |
| Bam | 9,56 | 8,43 | Kompienga | 25,24 | 25,24 |
| Sissili | 9,04 | 8,73 | Zoundwéogo | 7,52 | 33,61 |
| Sanguié | 8,46 | 9,07 | Nahouri | 10,55 | 34,98 |
| Sanmatenga | 9,06 | 9,19 | Kossi | 11,83 | |
| Kouritenga | 24,5 | 9,26 | Gnagna | 11,87 | |
| KénéDougou | 9,72 | 9,39 | Poni | 10,52 | |
| Mouhoun | 9,3 | 9,53 | Noumbiel | 13,47 | |
| Tuy | 9,68 | 9,68 | Bougouriba | | |
| Loroum | 9,55 | 9,91 | Ioba | | |
| Ensemble | | | | 9,69 | 10,16 |

Source: Direction des Etudes et de la Planification / Ministère de la santé

TAUX DE COUVERTURE PRENATALE

Ce taux représente le pourcentage de femmes en grossesses qui sont suivies par un personnel médical. En 1998, il est de 58,1 au niveau national soit une augmentation de 51,2% par rapport au niveau de 1991 et de 21,5% par rapport à 1995. Cette croissance remarquable dénote d'énormes efforts consentis pour l'ensemble du pays. Cependant, des efforts particuliers méritent d'être faits dans les provinces du Séno, de l'Oudalan, du Yagha, du Poni, du Noumbiel, du Namentenga, du Yatenga, du Soum et du Loroum qui connaissent des taux de couverture prénatale en dessous de 40%.

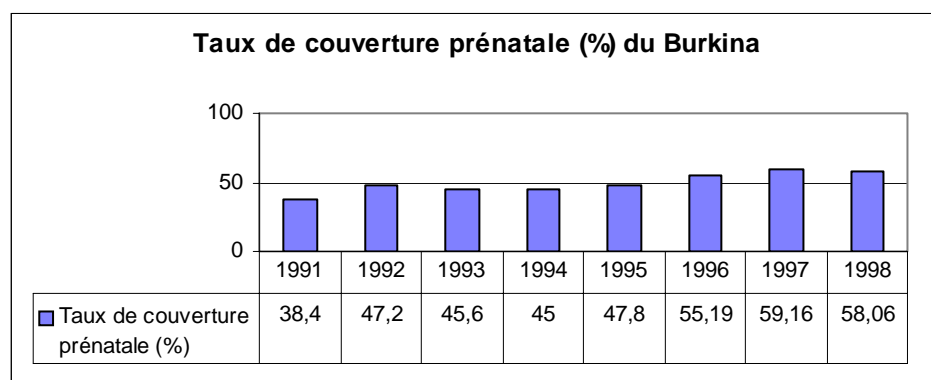
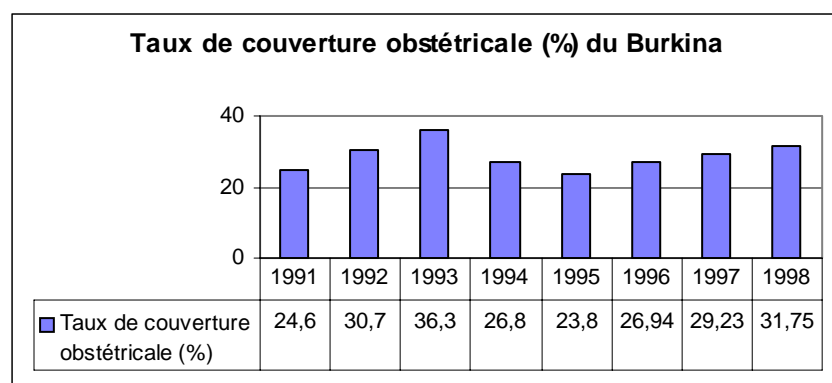


TABLEAU 5: TAUX DE COUVERTURE PRENATALE (%) PAR PROVINCE

| Provinces | 1997 | 1998 | Provinces | 1997 | 1998 |
|-----------------|-------|-------|------------|--------------|--------------|
| Loroum | 37,87 | 23,41 | Kouritenga | 64,26 | 60,44 |
| Yagha | 28,24 | 23,48 | Les Balés | 77,61 | 61,03 |
| Poni | 25,58 | 25,41 | Koulpéolgo | 48,28 | 61,19 |
| Soum | 21,21 | 27,73 | Leraba | 73,65 | 61,86 |
| Oudalan | 30,67 | 28,77 | Sanguié | 83,08 | 62,76 |
| Noumbiel | 20,72 | 31,04 | Passoré | 64,85 | 63,09 |
| Sourou | 59,74 | 34,77 | Bougouriba | 51,84 | 63,81 |
| Namentenga | 31,09 | 35,5 | Houet | 62 | 66,39 |
| Yatenga | 16,36 | 36,98 | Nahouri | 61,97 | 67,3 |
| Séno | 30,11 | 37,89 | Oubritenga | 75,79 | 71,6 |
| Boulgou | 69,57 | 41,35 | Mouhoun | 74,98 | 74,76 |
| Kossi | 43,74 | 46,34 | Kadiogo | 86,88 | 74,92 |
| Sanmatenga | 41,52 | 49,34 | Bam | 76,13 | 78,48 |
| Tapoa | 54,63 | 49,48 | KénéDougou | 73,03 | 79,56 |
| Kourwéogo | 61,31 | 49,71 | Ioba | 76,74 | 79,83 |
| Banwa | 71,58 | 52,27 | Zoundwéogo | 74,19 | 80,23 |
| Comoé | 56,24 | 54,99 | Tuy | 90,12 | 80,95 |
| Gourma | 56,97 | 56,06 | Kompienga | 74,9 | 85,79 |
| Boulkiemdé | 47,25 | 56,63 | Ganzourgou | 72,02 | 86,37 |
| Gnagna | 63,63 | 58,26 | Sissili | 93,01 | 90,15 |
| Nayala | 64,01 | 59,03 | Bazèga | 88,34 | 93,38 |
| Ensemble | | | | 59,16 | 58,06 |

Source: Direction des Etudes et de la Planification / Ministère de la santé

TAUX DE COUVERTURE OBSTETRICALE

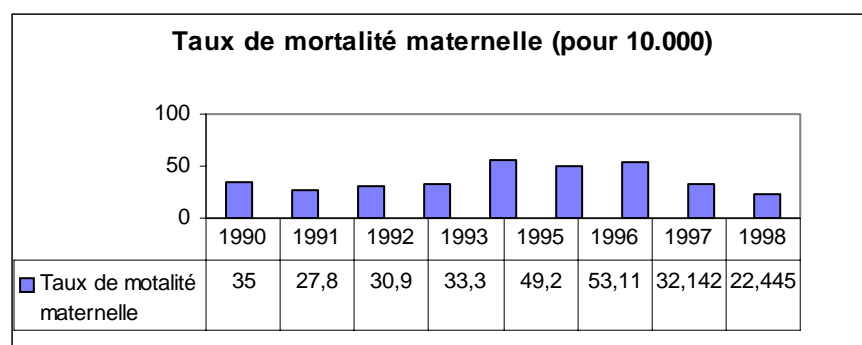
**TABLEAU 6: TAUX DE COUVERTURE OBSTETRICALE (%) PAR PROVINCE**

| Provinces | 1997 | 1998 | Provinces | 1997 | 1998 |
|-----------------|-------|-------|------------|--------------|--------------|
| Nayala | 31,92 | 3,1 | Namentenga | 29,25 | 28,4 |
| Yagha | 10,5 | 8,06 | Bazèga | 27,43 | 28,41 |
| Oudalan | 13,15 | 12,89 | Passoré | 35,8 | 29 |
| Poni | 7,62 | 12,91 | Banwa | 39,77 | 29,31 |
| Séno | 15,83 | 12,99 | Kossi | 23,3 | 29,7 |
| Loroum | 22,31 | 13,55 | Oubritenga | 35,24 | 33,19 |
| Noumbiel | 13,38 | 14,76 | Ganzourgou | 35,59 | 34,08 |
| Boulgou | 19,07 | 14,98 | Mouhoun | 38,94 | 34,5 |
| Gourma | 17,73 | 16,49 | Zoundwéogo | 28,95 | 36,06 |
| Koulpéolgo | 12,69 | 18,58 | Houet | 31,86 | 37,2 |
| Bougouriba | 19,58 | 18,83 | Leraba | 41,43 | 37,62 |
| Yatenga | 7,68 | 19,55 | Boulkiemdé | 31,53 | 39,32 |
| Comoé | 18,84 | 20,18 | Sissili | 36,23 | 42,1 |
| Soum | 10,26 | 20,41 | Kompienga | 36,73 | 43,4 |
| Sanmatenga | 18,88 | 22,34 | Les Balés | 63,86 | 43,48 |
| Kourwéogo | 27,35 | 23,51 | Tuy | 38,3 | 46,29 |
| Tapoa | 26,89 | 23,61 | Bam | 42,13 | 47,38 |
| Gnagna | 27,34 | 27,63 | KénéDougou | 40,45 | 49,29 |
| Sanguié | 31,77 | 27,71 | Kadiogo | 66,47 | 62,32 |
| Sourou | 40,1 | 27,87 | Ioba | 21,82 | 71,72 |
| Nahouri | 19,11 | 28,24 | Kouritenga | 33,49 | 87,16 |
| Ensemble | | | | 29,23 | 31,75 |

Source: Direction des Etudes et de la Planification / Ministère de la santé

Le taux de couverture obstétricale est de 31,75% au Burkina en 1998. Cela signifie que sur 100 femmes qui accouchent, seulement 32 sont assistées médicalement et les 68 dans des conditions qui laissent à désirer. Ce taux a connu une croissance de 1995 à 1998. La situation est alarmante dans certaines provinces : en effet dans les provinces comme le Nayala, le Séno, l'Oudalan, le Yagha, le Gourma, le Poni, le Noumbiel, la Bougouriba, le Yatenga, le Loroum, le Boulgou et le Koulpéolgo, on a enregistré en 1998 des taux de couverture obstétricale de moins de 20%. Ce qui veut dire que plus de 80% des femmes dans ces provinces accouchent sans assistance médicale.

TAUX DE MORTALITE MATERNELLE (pour 10.000 naissances)



Le Burkina-Faso enregistre des baisses de la mortalité maternelle depuis 1995 après avoir connue une croissance de façon générale entre 1990 et 1994 . D'une situation de 49 femmes décédées pour 10.000 naissances en 1995, le taux de mortalité maternelle est descendu à 22,4 pour 10.000 en 1998. Des disparités énormes existent entre les provinces. L'Oudalan et la Kompienga ont enregistré en 1998 des taux supérieurs à 100 pour 10.000 tandis que le Houet, la Comoé et le Kadiogo ont enregistré pour la même année des taux inférieurs à 10 pour 10.000.

TABLEAU 7: TAUX DE MORTALITE MATERNELLE POUR (10.000) PAR PROVINCE

| Provinces | 1997 | 1998 | Provinces | 1997 | 1998 |
|-----------------|------|------|------------|-----------|-----------|
| Kadiogo | 1 | 2 | Sourou | 33 | 28 |
| Sanmatenga | 43 | 7 | Yatenga | 16 | 28 |
| Nayala | 13 | 7 | Les Balés | 66 | 29 |
| Houet | 8 | 8 | Oubritenga | 12 | 29 |
| Comoé | 47 | 8 | Bam | 28 | 36 |
| Ganzourgou | 24 | 9 | Sissili | 58 | 37 |
| Ioba | 28 | 11 | Loroum | 30 | 39 |
| KénéDougou | 23 | 11 | Namentenga | 53 | 41 |
| Boulgou | 29 | 11 | Yagha | 292 | 42 |
| Bougouriba | 50 | 12 | Gnagna | 76 | 44 |
| Kouritenga | 25 | 13 | Banwa | 34 | 44 |
| Passoré | 39 | 13 | Zoundwéogo | 49 | 47 |
| Kourwéogo | 30 | 15 | Tapoa | 56 | 48 |
| Mouhoun | 35 | 15 | Gourma | 38 | 54 |
| Tuy | 4 | 16 | Soum | 228 | 55 |
| Sanguié | 22 | 18 | Poni | 163 | 68 |
| Bazèga | 15 | 18 | Noumbiel | 0 | 75 |
| Boulkiemdé | 15 | 22 | Séno | 107 | 76 |
| Leraba | 32 | 22 | Kossi | 104 | 82 |
| Koulpéolgo | 41 | 22 | Kompienga | 46 | 117 |
| Nahouri | 77 | 24 | Oudalan | 375 | 132 |
| Ensemble | | | | 32 | 22 |

Source: Direction des Etudes et de la Planification / Ministère de la santé

TAUX DE MALNUTRITION

Le pourcentage d'enfants malnutris au Burkina est de 0,6 en 1998. De 1995 à 1998, le pays a connu une année caractérisée par une forte malnutrition des enfants. Il s'agit de 1996 qui a enregistré un taux de 12,1%. Les autres années de la même période ont connu des taux en dessous de 2,5%. Les mauvaises campagnes agricoles pourraient expliquer les forts taux de malnutrition observés.

Les Balés, le Banwa, le Sourou et la Tapoa sont les provinces ayant connu des taux de malnutrition particulièrement élevés (au-dessus de 2%) en 1998.

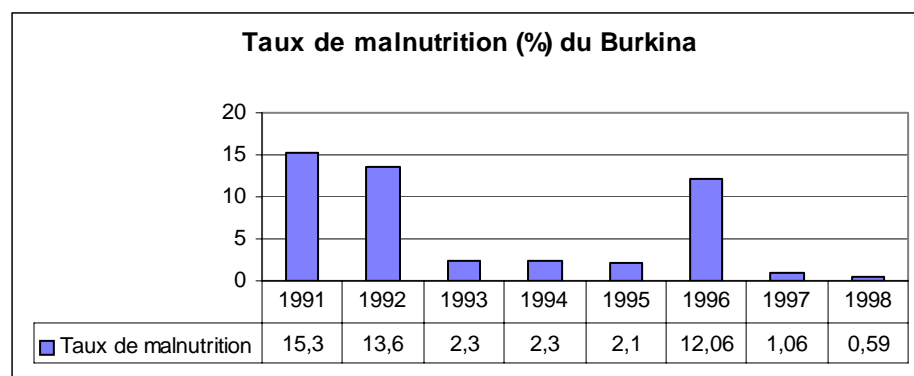


TABLEAU 8: TAUX DE MALNUTRITION (%) PAR PROVINCE

| Provinces | 1997 | 1998 | Provinces | 1997 | 1998 |
|-----------------|------|------|------------|-------------|-------------|
| Tuy | 0,25 | 0 | Loroum | 2,64 | 0,06 |
| Séno | 0,39 | 0 | Comoé | 1,22 | 0,13 |
| Yagha | 0,04 | 0 | Passoré | 0,7 | 0,17 |
| Gourma | 2,33 | 0 | Zoundwéogo | 1,3 | 0,17 |
| Gnagna | 9,91 | 0 | Kouritenga | 0,07 | 0,2 |
| Noumbiel | 0,36 | 0 | Nayala | 0,41 | 0,21 |
| Sanmatenga | 0,46 | 0 | Bazèga | 0,03 | 0,26 |
| Namentenga | 0,45 | 0 | Mouhoun | 0,63 | 0,35 |
| Bam | 0,32 | 0 | Kadiogo | 0,47 | 0,49 |
| Sissili | 0 | 0 | Kompienga | 1,77 | 0,61 |
| Sanguié | 1,47 | 0 | KénéDougou | 0 | 0,96 |
| Nahouri | 0,41 | 0 | Kossi | 1 | 1,1 |
| Oubritenga | 0,23 | 0 | Poni | 0,02 | 1,28 |
| Boulgou | 0,34 | 0 | Ioba | 7,38 | 1,3 |
| Koulpéolgo | 0,47 | 0 | Oudalan | 0,69 | 1,56 |
| Houet | 0,59 | 0,01 | Yatenga | 0,29 | 1,84 |
| Ganzourgou | 0,18 | 0,01 | Bougouriba | 2,58 | 1,97 |
| Boulkiemdé | 0,5 | 0,02 | Les Balés | 5,88 | 2,16 |
| Kourwéogo | 0,16 | 0,02 | Sourou | 1,6 | 7,64 |
| Leraba | 0 | 0,03 | Tapoa | 0 | 8,4 |
| Soum | 1,81 | 0,05 | Banwa | 1,17 | 13,47 |
| Ensemble | | | | 1,06 | 0,59 |

Source: Direction des Etudes et de la Planification / Ministère de la santé

TAUX D'OCCUPATION DE LITS

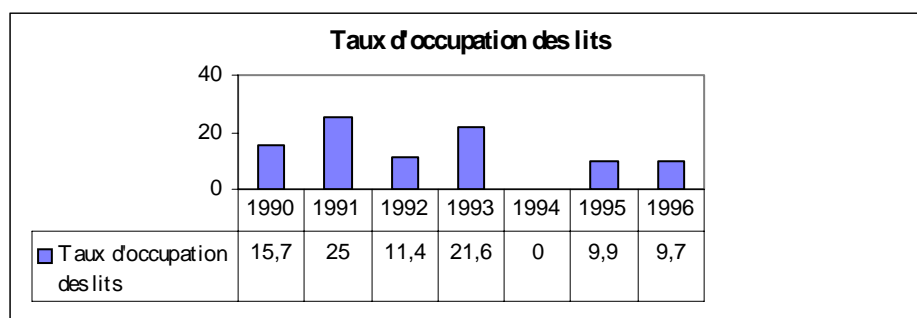


TABLEAU 9: TAUX D'OCCUPATION DES LITS PAR PROVINCE EN 1996

| Province | Taux d'occupat. | Province | Taux d'occupat. |
|------------|-----------------|------------|-----------------|
| KADIOGO | 0,4 | COMOE | 13,3 |
| PASSORE | 4,1 | HOUET | 13,4 |
| SOUROU | 4,1 | BOULKIEMDE | 14,4 |
| ZOUNDWEOGO | 5,8 | BOULGOU | 14,5 |
| MOUHOUN | 6,2 | TAPOA | 14,5 |
| OULDALAN | 6,6 | KOSSI | 15 |
| KENEDOUGOU | 6,7 | GANZOURGOU | 15,1 |
| YATENGA | 8,4 | GOURMA | 15,7 |
| SENO | 8,7 | KOURITENGA | 15,9 |
| PONI | 9 | SANGUIE | 17,6 |
| BOUGOURIBA | 9,2 | NAMENTENGA | 18,4 |
| BAZEGA | 9,9 | SANMATENGA | 21,7 |
| BAM | 11,5 | NAHOURI | 24,2 |
| GNAGNA | 11,9 | SOUM | 24,6 |
| OUBRITENGA | 12,2 | SISSILI | 30,1 |
| Ensemble | | | 9,7 |

Source: Direction des Etudes et de la Planification / Ministère de la santé

Le taux d'occupation des lits qui est le pourcentage de lits occupés en moyenne par jour a subi une légère baisse en 1996. Cependant le coefficient de rotation des lits (nombre de malades qui se sont succédés sur un lit) a accru de plus de 50%.

COEFFICIENT DE ROTATION DES LITS

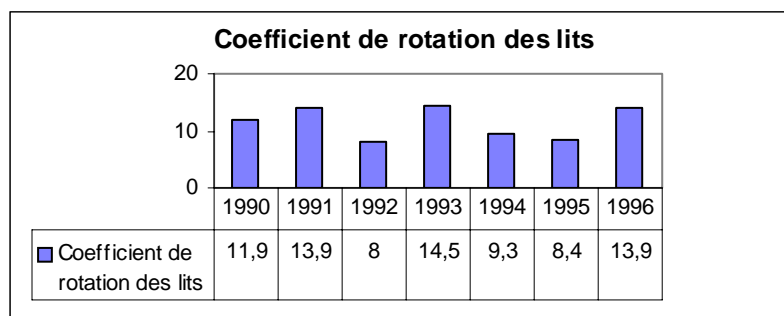


TABLEAU 10: COEFFICIENT DE ROTATION DES LITS PAR PROVINCE EN 1996

| Province | Coefficient | Province | Coefficient |
|------------|-------------|------------|-------------|
| OULDALAN | 2,8 | BAM | 13,1 |
| PASSORE | 3,5 | GNAGNA | 13,8 |
| KENEDOUGOU | 4,4 | GANZOURGOU | 13,9 |
| PONI | 6,6 | SISSILI | 15,1 |
| BOUGOURIBA | 6,9 | BOULGOU | 16,7 |
| ZOUNDWEOGO | 6,9 | SANGUIE | 16,8 |
| MOUHOUN | 7,3 | HOUET | 17,6 |
| SOUROU | 7,4 | COMOE | 18,3 |
| SENO | 9,8 | NAMENTENGA | 18,6 |
| BAZEGA | 10,1 | KOURITENGA | 20,9 |
| BOULKIEMDE | 10,5 | TAPOA | 22,7 |
| YATENGA | 11,3 | NAHOURI | 23,6 |
| KOSSI | 11,5 | KADIOGO | 28,7 |
| OUBRITENGA | 11,5 | SANMATENGA | 30 |
| GOURMA | 11,6 | SOUM | 34,3 |
| Ensemble | | | 13,9 |

Source: Direction des Etudes et de la Planification / Ministère de la santé

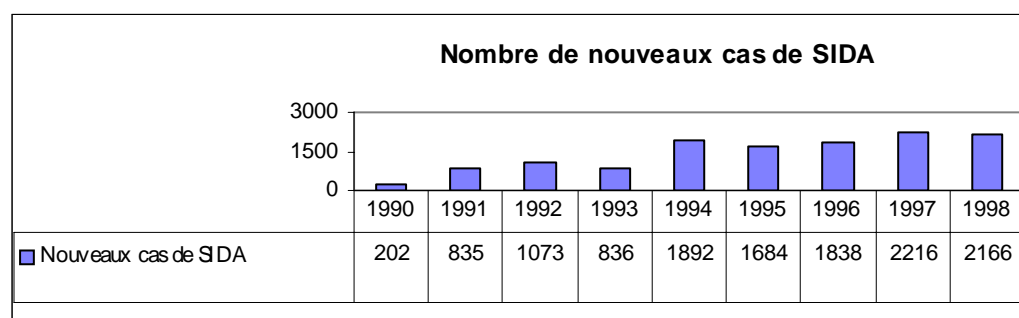
EVOLUTION DU NOMBRE DE CAS DE SIDA

TABLEAU 11: EVOLUTION DU NOMBRE DE CAS DE SIDA

| Années | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|---------------------|------|------|------|------|-------|-------|
| Fréquences absolues | 836 | 1892 | 1684 | 1838 | 2216 | 2166 |
| Fréquences cumulées | 3722 | 5614 | 7298 | 9136 | 11352 | 13518 |

Source: Direction des Etudes et de la Planification / Ministère de la santé

Le nombre de nouveaux cas de SIDA déclarés connaît une croissance très importante depuis 1990. En effet, d'une situation de 202 cas enregistrés en 1990, on est passé à 2166 cas en 1998 avec un taux d'accroissement annuel moyen de 57,8%. Ces données qui portent sur les cas officiellement enregistrés dans les centres de santé seraient nettement en deçà de la réalité.



VACCINATION

TABLEAU 12: VACCINATIONS PAR TYPES DE VACCIN

| Types de vaccin | 1990 | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 |
|-----------------|-----------|---------|-----------|-----------|---------|
| DTCOQ Polio | 942 441 | | 239 007 | 245 990 | 271 669 |
| Rougeole | 384 525 | 137 341 | 351 942 | 317 673 | |
| Fièvre jaune | 383 345 | 86 871 | 272 547 | 322 044 | |
| BCG | 357 379 | 228 740 | 306 595 | 327 638 | 277 086 |
| Tétanos | 1 442 888 | 284 992 | 2 328 631 | 2 421 907 | |
| Méningite | 6 651 | 22 748 | 11 898 | 11 697 | |

Source: Direction des Etudes et de la Planification / Ministère de la santé

BUDGET DE LA SANTE

TABLEAU 13: EVOLUTION DU BUDGET DE LA SANTE (Millions de FCFA)

| Année | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|-------------------------|--------|--------|--------|-----------|----------|---------|
| Budget de la santé | 14 363 | 20 428 | 17 933 | 29 595,99 | 30205,12 | 33121,1 |
| En % du budget national | 5,70% | 5,56% | 4,95% | 8,20% | 8,73% | 7,90% |

Source: Direction des Etudes et de la Planification / Ministère de la santé

Le budget alloué à la santé par l'Etat burkinabé en 1998 est de 33,1 milliards de FCFA soit 7,9% du budget national. On a assisté à une croissance du budget de la santé de 1995 à 1998. Cependant, la part du budget de santé dans le budget national n'a pas connu la même évolution. De 5% en 1995, elle est montée de façon vertigineuse à 8,7% en 1997. Il est important de noter que la part du budget national allouée à la santé reste toujours en deçà de la norme de l'O.M.S. qui est de 10%.

ANTHROPOMETRIE : Insuffisance pondérales, retard de croissance, état nutritionnel

TABLEAU 14: ETAT NUTRITIONNEL DES ENFANTS

| Caractéristiques | Taille pour âge | | Poids pour taille | | Poids pour âge | |
|-------------------------------------|------------------|----------------------|-------------------|----------------------|------------------|----------------------|
| | Inférieur à -3ET | Inférieur à -2ET (1) | Inférieur à -3ET | Inférieur à -2ET (1) | Inférieur à -3ET | Inférieur à -2ET (1) |
| Age de l'enfant (mois) | | | | | | |
| Inférieur à 6 | 1,5 | 5 | 1,1 | 6,9 | 0,6 | 4,1 |
| entre 6 et 11 | 6,1 | 14,8 | 5,4 | 24,5 | 11 | 34,5 |
| entre 12 et 23 | 19,7 | 45,1 | 5,4 | 25,4 | 20,7 | 51,9 |
| entre 24 et 35 | 22,7 | 46,4 | 1,7 | 12,5 | 17,3 | 44,9 |
| entre 36 et 47 | 24 | 50,8 | 0,6 | 5 | 9,8 | 33,4 |
| entre 48 et 59 | 19,7 | 46 | 0,4 | 2,8 | 6,3 | 26,7 |
| Sexe de l'enfant | | | | | | |
| masculin | 17,8 | 38,6 | 3,1 | 14,2 | 12,4 | 33,6 |
| féminin | 15,5 | 34,9 | 1,9 | 12,1 | 11,2 | 35,1 |
| Rang de naissance | | | | | | |
| 1- | 19,4 | 41,1 | 2,7 | 12,2 | 14,4 | 36,3 |
| 2-3 | 14,5 | 34,6 | 1,9 | 12,5 | 9,9 | 32,7 |
| 4-5 | 17,4 | 37,6 | 2 | 13,2 | 11,8 | 32,8 |
| 6 ou plus | 16,7 | 36 | 3,4 | 14,4 | 12,3 | 36,2 |
| Intervalles entre naissance | | | | | | |
| première naissance | 19,4 | 41,2 | 2,7 | 12,2 | 14,3 | 36,3 |
| inférieur à 24 mois | 24,4 | 45,9 | 2,5 | 12,6 | 15 | 42 |
| entre 24 et 47 mois | 15,7 | 35,7 | 2,1 | 12,9 | 10,9 | 33,3 |
| 48 mois ou plus | 12 | 30,2 | 3,5 | 15,2 | 10,1 | 31,1 |
| Milieu de résidence | | | | | | |
| Urbain | 8,4 | 22,7 | 1,4 | 9,6 | 4,5 | 22,3 |
| Rural | 17,8 | 38,8 | 2,6 | 13,7 | 12,8 | 36 |
| Milieu de résidence | | | | | | |
| Ouagadougou | 6,2 | 20,9 | 0,9 | 10,3 | 4,6 | 20,9 |
| Nord | 16,3 | 36,7 | 3,3 | 16,6 | 13,8 | 36,8 |
| Est | 14,5 | 35,5 | 2,3 | 12,4 | 10,4 | 32,9 |
| Ouest | 20,6 | 40 | 2,5 | 11,7 | 13,5 | 36,2 |
| Centre-Sud | 17,1 | 38,4 | 2,6 | 14,3 | 12,1 | 35,7 |
| Instruction de la mère | | | | | | |
| Aucun | 17,3 | 38 | 2,6 | 13,5 | 12,5 | 35,6 |
| Primaire | 12,8 | 31,7 | 1,9 | 11 | 7,7 | 27,4 |
| Secondaire ou plus | 5 | 12,8 | 0 | 6,8 | 1,6 | 14,4 |
| Ensemble des enfants en 1999 | 16,6 | 36,8 | 2,5 | 13,2 | 11,8 | 34,3 |
| Ensemble des enfants en 1993 | 10,9 | 29,4 | 2,7 | 13,3 | 7,9 | 29,5 |

Sources: INSD ,Enquêtes Démographiques et de Santé de 1993 et de 1999

L'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans s'est empiré en 1999 par rapport à la situation de 1993. En effet l'Enquête Démographique et de Santé de 1999 révèle que 36,8% des enfants souffrent de sous-nutrition chronique et 34,3% souffrent d'insuffisance pondérale. Ces taux étaient respectivement de 29,4% et de 29,5% en 1993.

Les enfants les plus touchés par la sous-nutrition chronique se recrutent beaucoup plus parmi les plus d'un an et les garçons. Quant à l'insuffisance pondérale, les enfants de 12 à 35 mois sont les plus concernés. Les filles sont plus touchées que les garçons. Le milieu rural reste le plus touché par toutes les formes de sous-nutrition.

DEFINITIONS DU SECTEUR SANTE

Rayon d'action théorique :

Cet indicateur exprime pour une zone géographique contenant une ou plusieurs formations sanitaires, la distance moyenne parcourue par la population pour atteindre une formation sanitaire. Son calcul est :

$$R = S / (\pi * Ni)$$

R= le rayon d'action
 Ni= nombre de formations sanitaires
 S= superficie de la zone géographique
 Pi= 3.14

Personnel de la santé :

On peut répertorier le personnel de santé par qualification : Médecin, Pharmacien, Infirmier, Sage-femme, etc...

L'indicateur sera le nombre d'habitants par unité de personnel de santé. Exemple : nombre d'habitants par médecin ou nombre d'habitants par sage-femme.

Taux d'occupation des lits :

Nombre de lits occupés tous les jours pour 100 lits installés = $\frac{\text{Nombre de journées d'hospitalisation} * 100}{\text{Nombre de lits} * 365}$

Coefficient de rotation des lits ou indice d'utilisation des lits :

Nombre de malades qui se succèdent en moyenne sur un lit = $\frac{\text{Nombre de malades hospitalisés} * 100}{\text{Nombre de lits}}$

Rayon moyen d'action = Racine carrée (superficie / (Pi * Nombre de formations sanitaires))

Taux de couverture prénatale = $\frac{\text{Nouvelles inscrites} * 100}{\text{Accouchements attendus}}$

Les principales infrastructures de soins sont :

| | |
|-----------------|---|
| C.H.N. | Centre Hospitalier National |
| C.H.R. | Centre Hospitalier Régional |
| C.M. | Centre médical |
| C.M.A. | Centre médicale avec Antenne chirurgicale |
| C.S.P.S. | Centre de Santé et de Promotion Sociale |
| P.S.P. | Poste de Santé Primaire |

Taux de couverture prénatale :

C'est le rapport entre le nombre de nouvelles consultations et le nombre d'accouchements attendus. Ce taux donne une idée du suivi des grossesses de femmes par le personnel médical.

Taux de couverture obstétricale :

C'est le rapport du nombre de naissances en maternité ou assistées par l'accoucheuse villageoise (AV) et le nombre d'accouchements attendus multiplié par 100.

Taux de mortalité maternelle :

C'est le nombre de femmes qui meurent des suites de grossesses ou des suites de couche pour 10.000 naissances vivantes. Il s'agit de décès de femmes au cours de la grossesse ou dans les 42 jours qui suivent l'accouchement, à l'exclusion des décès fortuits, c'est à dire non liés à la grossesse ou à l'accouchement.

Etat nutritionnel des enfants :

Les chiffres concernant les pourcentages d'enfants de moins de cinq ans considérés comme atteints de sous-nutrition par caractéristiques socio-démographiques selon les trois indicateurs anthropométriques de l'état nutritionnel : Poids/Taille par âge.

SECURITE ALIMENTAIRE

Au Burkina Faso les rendements agricoles sont tributaires des aléas climatiques. Les bilans céréaliers bien que globalement satisfaisants depuis les sept dernières campagnes cachent mal les nombreuses disparités locales. En effet Certaines provinces arrivent à peine à couvrir leurs besoins alimentaires alors que d'autres connaissent régulièrement des résultats excédentaires.

Des transferts des zones excédentaires aux zones moins favorisées s'imposent.

Il convient de noter que les informations recueillies sont sur la base de l'ancien découpage des provinces et des Ex- CRPA.

LES PRINCIPAUX TABLEAUX

TABLEAU 1 : TAUX DE COUVERTURE DES BESOINS

TABLEAU 2 : PRONOSTIC SUR LA SITUATION ALIMENTAIRE

**TABLEAU 3 : DEPARTEMENTS A RISQUE ELEVE ET MOYEN DE CRISE ALIMENTAIRE
(1998/1999)**

Tableau 1 : Taux de couverture des besoins (en %).

| CRPA ET PROVINCES | 1992/93 | 1993/94 | 1994/95 | 1995/96 | 1996/97 | 1997/98 | 1998/99 |
|----------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| CENTRE | 56 | 52 | 38 | 44 | 39 | 25 | 47 |
| Kadiogo | 3 | 3 | 2 | 3 | 2 | 1 | 1 |
| Oubritenga | 113 | 110 | 81 | 105 | 90 | 54 | 92 |
| Ganzourgou | 132 | 125 | 96 | 107 | 101 | 73 | 150 |
| CENTRE NORD | 112 | 99 | 106 | 96 | 90 | 57 | 119 |
| Bam | 156 | 56 | 119 | 80 | 86 | 84 | 114 |
| Namentenga | 146 | 132 | 95 | 104 | 129 | 69 | 164 |
| Sanmatenga | 76 | 100 | 107 | 97 | 72 | 41 | 98 |
| CENTRE OUEST | 61 | 131 | 120 | 91 | 101 | 74 | 89 |
| Boulkiemdé | 59 | 110 | 75 | 75 | 74 | 48 | 64 |
| Sanguié | 77 | 128 | 122 | 87 | 98 | 68 | 72 |
| Sissili | 50 | 159 | 174 | 113 | 134 | 109 | 130 |
| CENTRE SUD | 130 | 111 | 80 | 92 | 105 | 85 | 102 |
| Bazèga | 152 | 106 | 86 | 85 | 105 | 82 | 96 |
| Nahouri | 53 | 76 | 39 | 59 | 66 | 62 | 69 |
| Zoundwéogo | 140 | 145 | 97 | 129 | 131 | 109 | 139 |
| SAHEL | 136 | 106 | 141 | 77 | 67 | 58 | 113 |
| Séno | 158 | 103 | 155 | 83 | 61 | 47 | 97 |
| Soum | 135 | 97 | 128 | 57 | 74 | 61 | 124 |
| Oudalan | 93 | 127 | 132 | 99 | 68 | 78 | 130 |
| MOUHOUN | 189 | 182 | 151 | 140 | 183 | 127 | 150 |
| Mouhoun | 155 | 204 | 150 | 133 | 170 | 127 | 148 |
| kossi | 252 | 215 | 198 | 174 | 214 | 183 | 186 |
| sourou | 146 | 121 | 94 | 106 | 159 | 60 | 109 |
| EST | 113 | 148 | 129 | 147 | 81 | 105 | 145 |
| Gourma | 126 | 100 | 119 | 94 | 107 | 98 | 132 |
| Gnagna | 113 | 171 | 105 | 171 | 135 | 110 | 183 |
| Tapoa | 89 | 205 | 184 | 211 | 191 | 112 | 116 |
| CENTRE EST | 91 | 115 | 95 | 118 | 113 | 79 | 92 |
| Boulgou | 48 | 126 | 88 | 104 | 126 | 92 | 88 |
| Kouritenga | 180 | 100 | 109 | 148 | 86 | 50 | 100 |
| NORD | 87 | 81 | 93 | 59 | 98 | 53 | 124 |
| Yatenga | 63 | 76 | 94 | 57 | 98 | 59 | 134 |
| Passoré | 146 | 94 | 83 | 63 | 98 | 40 | 98 |
| SUD OUEST | 188 | 136 | 143 | 131 | 125 | 131 | 141 |
| Bougouriba | 236 | 156 | 153 | 125 | 154 | 135 | 112 |
| Poni | 143 | 117 | 132 | 137 | 98 | 128 | 168 |
| HAUTS BASSINS | 128 | 101 | 122 | 100 | 101 | 121 | 107 |
| Houet | 115 | 88 | 116 | 88 | 91 | 111 | 93 |
| KénéDougou | 188 | 163 | 147 | 153 | 150 | 174 | 175 |
| COMOE | 140 | 126 | 125 | 84 | 103 | 107 | 97 |
| ENSEMBLE DU BURKINA | 113 | 114 | 108 | 97 | 103 | 82 | 108 |

Sources : D.S.A.P. - CT/CCI

N.B : le taux de couverture s'obtient en rapportant les quantités disponibles aux besoins (190kg / an / personne).

Au plan national, les bilans céréaliers des sept dernières campagnes agricoles sont globalement satisfaisants. Cependant on note des déficits en 1995/1996 (-3%) et en 1997/1998 (-18%).

Durant les campagnes agricoles (1992/1993-1998/1999) trois (3) régions économiques ont enregistré d'affilée des excédents: le Mouhoun (89% en 1992/1993), le Sud-Ouest (43% en 1994/1995) et les Hauts Bassins (21% en 1997/1998).

A l'opposé la région du Centre est chroniquement déficitaire (-62% en 1994 / 995, -75% en 1997/1998 et -53% en 1998 / 1999). Cet état des faits peut s'expliquer par le déficit prononcé enregistré constamment par la province du Kadiogo à chaque campagne (-99 %) en 1997/1998 et (-99 %) en 1998/1999. La situation de la région du Nord est analogue à celle du Centre en dehors de l'excédent ponctuel constaté lors de la campagne 1998/1999 (24%). Notons que c'est la province du Yatenga qui a largement contribué à ce résultat.

Tout au long de la période considérée cinq (5) provinces à savoir le Mouhoun, la Kossi, la Gnagna, le Bougouriba et le Kéné Dougou ont confirmé leur capacité à satisfaire régulièrement leurs besoins alimentaires. Par contre trois (3) provinces que sont le Kadiogo, le Nahouri et le Yatenga connaissent en permanence des déficits. Néanmoins la province du Yatenga a enregistré en 1998/1999 un excédent exceptionnel de 34%.

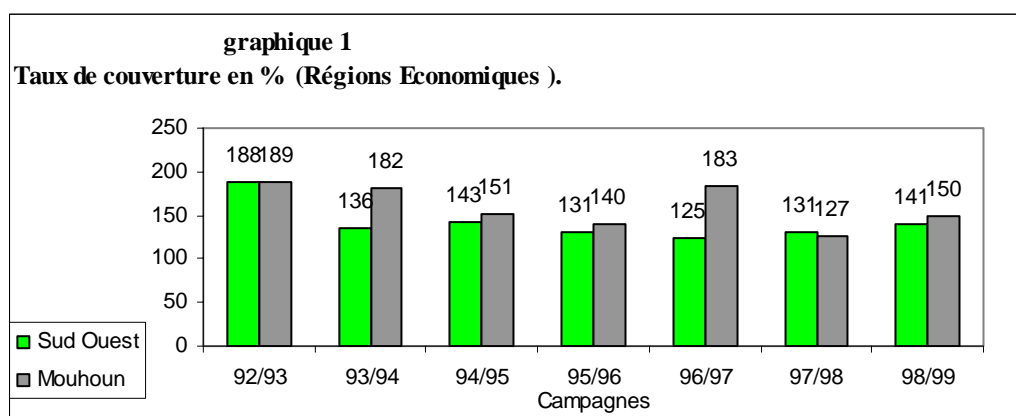


Tableau 2 : Pronostic sur la situation alimentaire selon le nombre de départements.

| Libellé | 1997/98 | 1998/99 |
|---|---------|---------|
| Départements à risques élevés de crise alimentaire | 127 | 30 |
| Départements à risques moyens de crise alimentaire | 11 | 16 |
| Départements à risques nuls ou faibles de crise alimentaire | 179 | 271 |

Sources : D.S.A.P. - CT/CCI

Selon les pronostics sur la situation alimentaire le nombre de départements à risque élevé de crise alimentaire est passé de 127 en 1997/98 à 30 en 1998/99. Ainsi plus de 72% de ces départements viennent renforcer le nombre de ceux en situation de risque faible ou nul de crise alimentaire. Ces faits confirment au plan national les résultats de la campagne 1998/99.

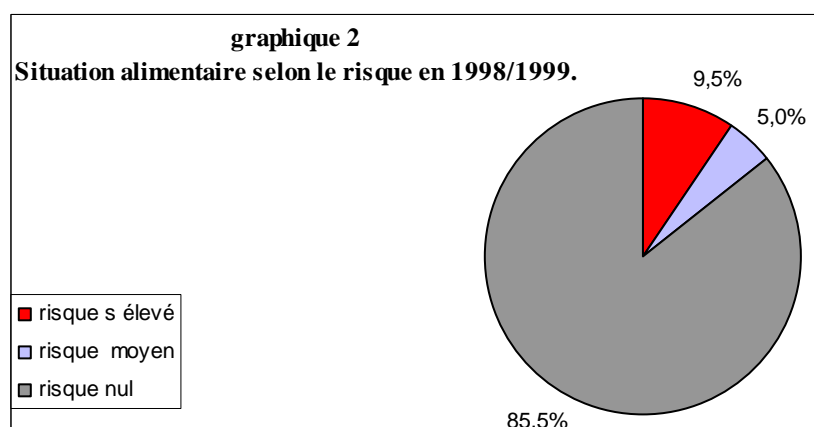


Tableau 3 : Départements à risque de crise alimentaire (campagne 1998 /1999)

| Provinces | Départements à risque élevé | Départements à risque moyen |
|-------------------|---------------------------------------|---|
| BAM | Tikaré. | . |
| BOUGOURIBA | Dissin. | . |
| BOULGOU | Ouargaye. | Sangha. |
| BOULKIEMDE | Bingo, Kokologho, Nanoro, Poa, Sabou. | Kindi, Ramongo, Thyou. |
| COMOE | Sindou - Commune | Ouo, Sidéradougou, Soubakaniédougou, Wolonkoto. |
| GOURMA | Diabo | . |
| KOURITENGA | Diagaye. | . |
| MOUHOUN | Ouarkoye. | . |
| NAHOURI | Tiébelé, Ziou. | Guiaro, Zecco. |
| OUBRITENGA | Niou, Sourgoubila | Toéghin. |
| SANGUIE | Dassa, Godyr. | Kordié, Zawara. |
| SANMATENGA | Boussouma, Korsimoro. | . |
| SENO | Falagountou. | . |
| SISSILI | Niégo | Boura. |
| SOUROU | Toéni. | Lankoué. |
| TAPOA | Botou, Tambaga. | Tansarga |
| YATENGA | Boussou, Gourcy, Namissiguima, Oula. | . |
| ZOUNDWEOGO | Gogo. | . |

Sources : D.S.A.P. - CT/CCI

Ces départements répertoriés et susceptibles d'être en situation de risque élevé de crise alimentaire ne sont pas pour autant positionnés géographiquement dans des zones bien précises.

Cependant les départements cités comme présentant des risques moyens de crise alimentaire sont dans la quasi-totalité situés dans des provinces déficitaires. En nombre de départements considérés en situation difficile (tous pronostics défavorables confondus) le Boulkiemdé est placé en tête suivi de la Comoé et ensuite viennent successivement le Sanguié, le Nahouri, le Yatenga.

MODE D'APPROVISIONNEMENT EN EAU

Les principaux lieux d'approvisionnement en eau des ménages burkinabé demeurent les puits, suivis des forages et des fontaines publiques. Environ 10% des ménages s'approvisionnent toujours à partir des eaux de surface. L'eau courante à domicile n'est présente que dans 6% des ménages.

Les sources d'approvisionnement diffèrent selon le milieu de résidence. Dans la zone rurale, plus de 2 ménages sur 5 s'approvisionnent surtout à partir des puits contre moins d'un ménage sur 5 pour la zone urbaine. En outre 12% des ménages ruraux s'approvisionnent toujours à partir des eaux de surface (rivière, barrages, marigots).

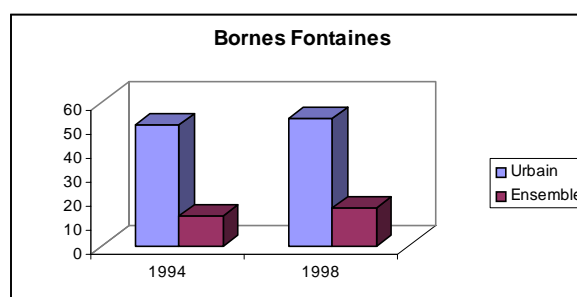
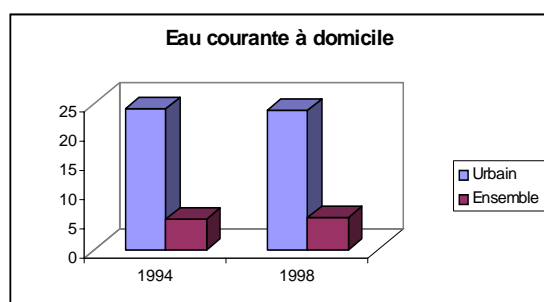
L'utilisation du robinet connaît une expansion modérée en milieu urbain tandis que celle du forage connaît une certaine progression en milieu rural.

Principaux tableaux :

Tableau 1 : Mode d'approvisionnement en eau selon le milieu de résidence

Tableau 1 : Mode d'approvisionnement en eau selon le milieu de résidence

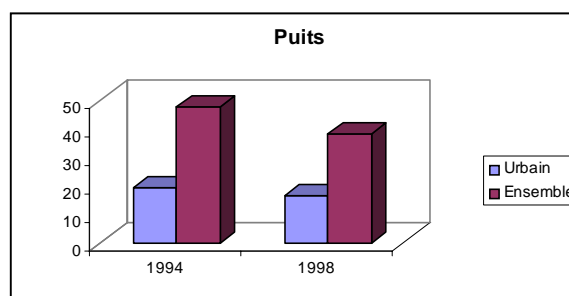
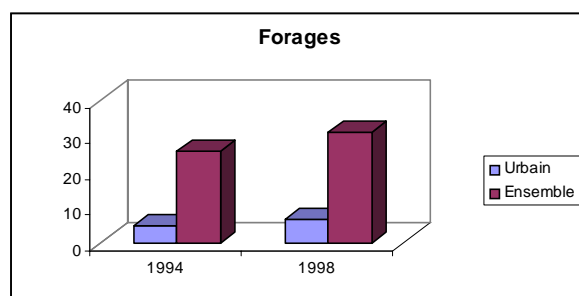
| Mode d'approvisionnement en eau | Urbain | | Rural | | Ensemble | |
|---------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | 1994 | 1998 | 1994 | 1998 | 1994 | 1998 |
| Eau courante à domicile | 23,9 | 23,6 | 0,5 | 0,2 | 5,1 | 5,5 |
| Bornes Fontaines | 50,2 | 53,0 | 3,3 | 4,8 | 12,4 | 15,7 |
| Forages | 4,6 | 6,3 | 30,6 | 38,0 | 25,6 | 30,8 |
| Puits | 19,2 | 16,4 | 54,4 | 44,5 | 47,6 | 38,1 |
| Rivières/Marigot/Barrage | 1,2 | 0,4 | 11,0 | 12,4 | 9,1 | 9,7 |
| Autres | 0,9 | 0,2 | 0,1 | 0,3 | 0,3 | 0,3 |
| TOTAL | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |



L'accès à l'eau potable est toujours réservé à une minorité malgré les efforts réalisés depuis ces dernières années. Entre 1994 et 1998, l'accès à l'eau potable a peu évolué. En 1998, environ 52% des ménages s'approvisionnent au forage, à la borne fontaine ou au robinet intérieur contre 43% en 1994.

En milieu urbain, cette proportion est de 82,9% contre 78,7% en 1994. En milieu rural, elle est de 43% contre 34% en 1994. Les populations rurales sont les plus touchées par le manque d'eau potable. Les puits sont la principale source d'eau pour près de 45% des ménages. On notera que 12,4% des ménages s'approvisionnent toujours à partir des eaux de surface (rivière, barrages, marigots)

L'utilisation du robinet connaît une expansion modérée en milieu urbain tandis que celle du forage connaît une certaine progression en milieu rural.



E M P L O I

L'emploi au Burkina Faso se caractérise par :

- une très grande prédominance de l'emploi agricole (Secteur primaire) ;
- une grande importance du secteur informel en milieu urbain.

On notera de même la très grande importance des activités secondaires en marge de l'activité déclarée comme principale

NB : Les données contenues dans les tableaux relatifs à la demande et à l'offre d'emploi sont uniquement issues du traitement des enregistrements faits au niveau de l'ONPE ; c'est donc dire combien elles sont partielles surtout que depuis le début des années 90, l'ONPE n'est plus la seule structure de placement au Burkina Faso.

PRINCIPAUX TABLEAUX

Tableau 1 : Population active selon le secteur d'activité et le lieu de résidence

Tableau 2 : Taux brut d'activité selon le milieu de résidence

Tableau 3 : Demande d'emploi par sexe

Tableau 4 : demandes d'emploi selon le niveau d'instruction

Tableau 5 : Demandes d'emploi par groupes d'ages

Tableau 6 : Offres d'emploi selon le niveau d'instruction

Tableau 7 : Offres d'emploi par branches d'activité

Tableau 8 : Répartition des demandes et des offres d'emploi

Tableau 1 : Population active selon le secteur d'activité et le lieu de résidence

| | | |
|--|----------------------------|--------------|
| | Enquête Démographique 1991 | RGPH 1996 |
|--|----------------------------|--------------|

| | Urbain | Rural | Total BF | Urbain | Rural | Total BF |
|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Primaire | 44,9 | 97,8 | 93,2 | 36,8 | 96,6 | 90,9 |
| Secondaire | 10,0 | 0,6 | 1,4 | 12,7 | 0,6 | 1,8 |
| Tertiaire | 45,1 | 1,6 | 5,4 | 48,5 | 2,2 | 6,6 |
| ND | - | - | - | 2,0 | 0,6 | 0,8 |
| TOTAL | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 | 100,0 |

Source INSD

Pour l'ensemble du Burkina, le secteur primaire occupe plus de 90% de la population active, contre moins de 2% pour le secondaire et moins de 10 % pour le tertiaire.

Si l'on tient compte du lieu de résidence, on observe que le secteur tertiaire est le plus important pourvoyeur d'emploi en milieu urbain avec plus de 48% de la population active. Viennent ensuite le primaire, environ 37% et le secondaire qui occupe à peu près 13% des actifs.

En milieu rural, le secteur primaire reste largement prédominant avec plus de 96% des actifs.

Tableau 2 : Taux brut d'activité selon le milieu de résidence

| | 1985 | 1991 | 1994 | 1996* | 1998* |
|-------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Milieu urbain | | | | | |
| Masculin | 43,26 | 43,50 | 47,40 | 48,00 | 51,70 |
| Féminin | 19,88 | 27,10 | 18,10 | 24,00 | 36,90 |
| Ensemble | 31,78 | 35,30 | 37,90 | 36,00 | 44,50 |
| Milieu Rural | | | | | |
| Masculin | 55,92 | 55,40 | 54,20 | 61,00 | 58,80 |
| Féminin | 52,00 | 52,20 | 52,50 | 56,00 | 58,60 |
| Ensemble | 53,86 | 53,70 | 53,30 | 59,00 | 58,70 |
| Ensemble Burkina | | | | | |
| Masculin | 54,22 | 53,70 | 53,10 | 59,00 | 55,90 |
| Féminin | 43,13 | 48,70 | 48,60 | 51,00 | 55,10 |
| Ensemble | 51,06 | 51,20 | 50,80 | 55,00 | 55,10 |

Source INSD

* 1996 : Recensement général de la population et de l'habitation

* 1998 : Enquête prioritaire II sur les conditions de vie des ménages

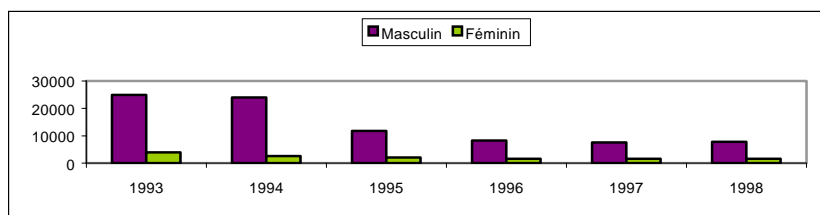
La population burkinabé d'une manière générale, participe plus à l'activité économique en milieu rural (58,7%), qu'en milieu urbain (44,5%), en 1998.

Les femmes sont plus actives en milieu rural (58,6%) qu'en milieu urbain (36,9%). Il en va de même pour les hommes quoique cette différence d'activité entre le milieu urbain (51,7) et le milieu rural soit beaucoup moins marquée (58,8%). En milieu rural on remarque une quasi similitude entre le taux d'activité des hommes (58,8%) et celui des femmes (58,6%). Pour l'ensemble du Burkina, l'activité féminine est très comparable à celle des hommes.

Tableau 3 : Demande d'emploi par sexe

| Sexe | Années | | | |
|--------------|---------------|-------------|-------------|-------------|
| | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
| Masculin | 11781 | 8212 | 7630 | 7781 |
| Féminin | 2089 | 1555 | 1603 | 1606 |
| Total | 13870 | 9767 | 9233 | 9387 |

Source ONPE



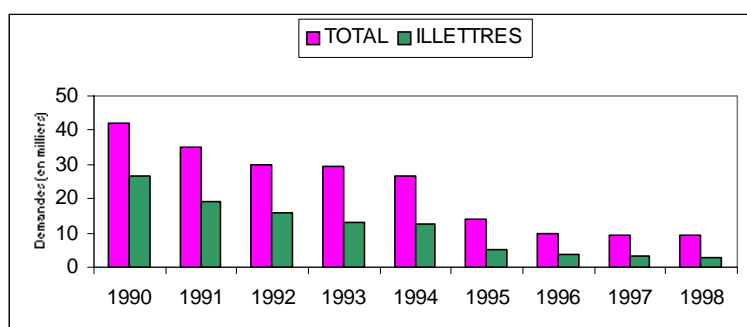
On constate une prédominance des demandes d'emploi émanant des hommes par rapport à celles émanant des femmes. En moyenne on enregistre 85% de demandes masculines, contre seulement 15% de demandes féminines.

La baisse tendancielle des demandes d'emploi pourrait s'expliquer par le fait que les données collectées viennent uniquement de l'ONPE (Office Nationale de la Promotion de l'Emploi), alors que depuis un certain temps celui-ci n'est plus le seul service de placement au Burkina. Une collecte plus large et plus fine pourrait donc venir corriger quelque peu cette tendance.

Tableau 4 : demandes d'emploi selon le niveau d'instruction

| Niveau d'instruction | Années | | | |
|--------------------------------|--------------|--------------|-------------|-------------|
| | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
| ILLETRES | 5201 | 3517 | 3150 | 2975 |
| CEP | 2820 | 2130 | 1550 | 1825 |
| BEPC/CAP | 3454 | 2508 | 2793 | 2715 |
| BEP/BAC | 1495 | 985 | 1100 | 1326 |
| DUT/DEUG/BTS | 272 | 159 | 237 | 194 |
| LICENCE ET PLUS | 514 | 408 | 320 | 295 |
| SANS DIPLOME | 114 | 60 | 83 | 57 |
| TOTAL | 13870 | 9767 | 9233 | 9387 |
| Variation de la demande | -47,9 | -29,6 | -5,5 | 1,7 |

Source ONPE



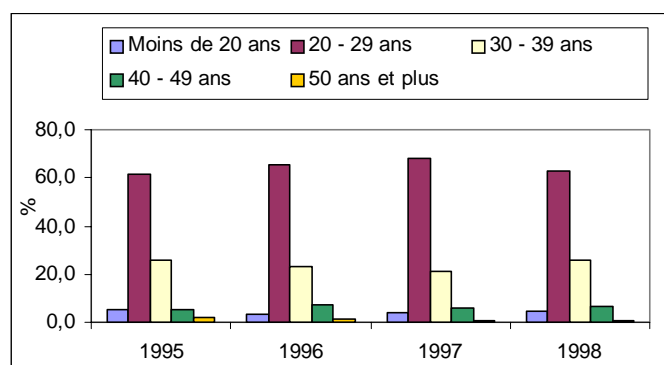
Pendant la période allant de 1995 à 1998, on constate que plus de la moitié des demandeurs d'emploi sont des illettrés. Cependant, on remarque une légère tendance à la baisse de ce phénomène d'une année à l'année (37,5% en 1995 et 31,6% en 1998).

La tendance constatée pour les demandeurs illettrés s'est inversée en ce qui concerne les demandeurs d'emploi instruits, (ceux ayant au moins le BEPC/CAP). De 41,3% en 1995 on est passé à 48,2% en 1998. On notera donc que l'on enregistre de plus en plus de demandeurs instruits.

Tableau 5 : Demandes d'emploi par groupes d'âges

| Groupes d'âges | Années | | | |
|-----------------------|---------------|-------------|-------------|-------------|
| | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
| Moins de 20 ans | 753 | 335 | 385 | 430 |
| 20 - 29 ans | 8539 | 6374 | 6280 | 5877 |
| 30 - 39 ans | 3531 | 2241 | 1941 | 2394 |
| 40 - 49 ans | 732 | 695 | 539 | 593 |
| 50 ans et plus | 315 | 122 | 88 | 93 |
| TOTAL | 13870 | 9767 | 9233 | 9387 |

Source ONPE



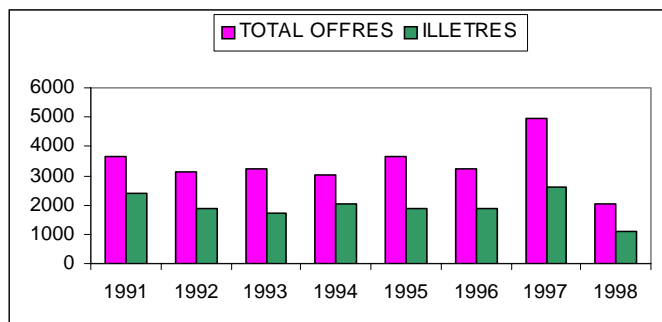
Selon les données chiffrées de l'ONPE, la grande masse des demandeurs d'emploi se situe dans les tranches d'âges 20-29 et 30-39 ans. Ces deux tranches d'âges représentent presque 90% du total de ceux qui ont postulé un emploi en 1998. Cependant la plus grande partie des demandeurs d'emploi se concentre dans la tranche des 20-29 ans (62,6% de l'ensemble des demandeurs d'emploi de l'année 1998).

Au regard de la forte demande d'emploi enregistrée au niveau de l'ONPE, les offres d'emploi de l'année 98 paraissent quelque peu dérisoires (9387 demandes pour 2029 offres, soit un taux de couverture de 21,61%).

Tableau 6 : Offres d'emploi selon le niveau d'instruction

| Niveau d'instruction | Années | | | |
|-----------------------------|---------------|-------------|-------------|-------------|
| | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
| ILLETTRÉS | 1865 | 1858 | 2597 | 1116 |
| CEP | 453 | 372 | 479 | 230 |
| BEPC/CAP | 633 | 430 | 884 | 345 |
| BEP/BAC | 160 | 80 | 221 | 79 |
| DUT/DEUG/BTS | 72 | 73 | 130 | 79 |
| LICENCE ET PLUS | 177 | 76 | 135 | 50 |
| SANS DIPLOME | 290 | 359 | 501 | 130 |
| TOTAL OFFRES | 3650 | 3248 | 4947 | 2029 |

Source ONPE



La plus grande opportunité de placement est offerte aux illettrés et ce depuis 1990 ; même si on constate un léger fléchissement (65,3% en 1991, 57,2% en 1996 et enfin 55% en 1998).

Tableau 7 : Offres d'emploi par branches d'activité

| Branches d'activité | Années | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|---|--------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Agriculture, Chasse, Sylviculture, Pêche | | 175 | 63 | 187 | 8 |
| Industries extractives et manufacturières | | 887 | 647 | 1313 | 630 |
| Energie | | 88 | 57 | 252 | 99 |
| Bâtiments et travaux publics | | 1214 | 1350 | 1598 | 606 |
| Commerce, Restaurants, Hôtels | | 244 | 345 | 472 | 171 |
| Transport, Communication, Banque, Assurance | | 173 | 374 | 631 | 185 |
| Service sociaux fournis à la collectivité | | 869 | 412 | 494 | 330 |
| Total | | 3650 | 3248 | 4947 | 2029 |

Source ONPE

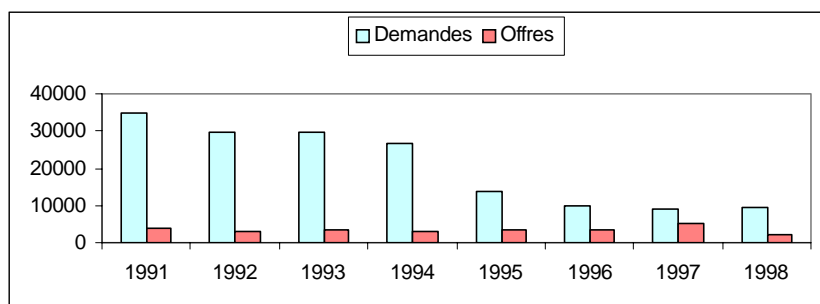
D'une manière générale on constate que les branches offrant le plus d'emploi enregistrés à l'ONPE sont surtout les industries extractives et manufacturières, les bâtiments et travaux publics et les services sociaux rendus aux collectivités.

Ces trois secteurs représentent plus de 75% de l'ensemble des offres d'emploi au niveau de l'ONPE.

Tableau 8 : Répartition des demandes et des offres d'emploi

| | Années | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|--|--------|-------|------|------|------|
| Demandes | | 13870 | 9767 | 9233 | 9387 |
| Offres | | 3650 | 3248 | 4947 | 2029 |
| Taux de couverture des demandes (en %) | | 26,3 | 33,3 | 53,6 | 21,6 |

Source ONPE



Depuis 1995, environ 3 demandeurs d'emploi sur 10 inscrits à l'ONPE trouvent à se placer. Dans ce contexte, 1997 apparaît donc comme une année exceptionnelle avec plus de la moitié (53,6%) des demandes d'emploi satisfaites.

DEFINITIONS DU SECTEUR EMPLOI

Secteurs d'activité

- **Primaire** : Agriculture, élevage, chasse , pêche, sylviculture.
- **Secondaire** : Industrie manufacturière, industrie extractive, électricité, eau, gaz, bâtiments et travaux publics.
- **Tertiaire** : Commerce, transport, communications banques assurance, services et administration.

Population active

La population active est constituée de l'ensemble des individus disponibles pour le travail. Elle comprend ceux qui exercent effectivement un emploi quelconque (population active occupée) et ceux qui sont sans travail et qui en recherchent durant la période de référence retenue (population active au chômage).

Population inactive

La population inactive se définit comme étant l'ensemble des personnes âgées de 10 ans et plus, qui ne créent ni biens ni richesses durant la période de référence retenue. Ce sont généralement les élèves, les étudiants, les retraités, les rentiers, les personnes de moins de 10 ans et de plus de 65 ans , ainsi que les personnes de plus de 10 ans ayant un handicap ne pouvant pas leur permettre de travailler.

Population dépendante

La population dépendante ou dite aussi population à charge est constituée de l'ensemble des personnes âgées de moins de 10 ans et de celles de 65 ans et plus, et étant inactives.

Taux brut d'activité

C'est le pourcentage de l'effectif de la population active par rapport à celui de la population totale de tous les âges.

Taux de chômage

C'est le pourcentage de la population au chômage par rapport à la population active totale.

Chômeur n'ayant jamais travaillé et en quête d'un premier emploi.

Ce sont généralement les jeunes sortant fraîchement du système scolaire et qui sont à la recherche de leur premier emploi.

Chômeur ayant déjà travaillé

Cette catégorie concerne les personnes ayant déjà travaillé mais qui ont perdu leur emploi pour des raisons diverses. (Licenciement, compression, fermeture d'entreprises etc.).

Demandes et offres d'emploi

Ce sont les demandes et les offres d'emploi enregistrées uniquement au niveau de l'ONPE. Il est à remarquer que depuis le début des années 90, l'ONPE, libéralisation oblige, n'est plus la seule structure de placement au Burkina Faso.

Balance demandes/offres d'emploi.

Elle est aussi appelée « taux de couverture des demandes ». Elle donne une idée de satisfaction des demandes d'emplois.

REVENUS, DEPENSES ET PAUVRETE

Le Burkina Faso figure parmi les pays les plus pauvres du monde. En terme de développement humain, il se classe depuis 1994 parmi les derniers du monde selon les rapports mondiaux du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

La pauvreté au Burkina Faso est avant tout de nature structurelle. La principale source de revenus de la population est l'agriculture et l'élevage qui subissent les effets des caprices climatiques et pluviométriques. Les ressources naturelles sont rares et le pays est obligé d'importer à grands coûts les principaux produits dont il a besoin. Les réformes économiques mises en œuvre depuis 1991 conjuguées aux effets de la dévaluation du franc cfa ont amené le pays vers une certaine croissance.

En matière d'analyse de la pauvreté, il reste selon les besoins diverses approches conceptuelles. Il n'existe en effet pas d'approche méthodologique, exclusive et exhaustive d'étude de la pauvreté. Quelques indicateurs globaux d'appréciations des conditions de vie des ménages seront utilisés afin de permettre les comparaisons internationales.

PRINCIPAUX TABLEAUX

L'approche par les revenus

Tableau1: Ménages et groupes socio-économiques

Tableau2: groupes socio-économiques et revenus

Tableau3: Groupes socio-économiques et source des revenus

L'approche par les dépenses

Tableau4 : Structure des dépenses par grands postes selon le niveau de vie

Tableau5 : Structure des dépenses par grands postes selon le niveau de vie et la zone

Tableau1 : Ménages et groupes socio-économiques

Année: 1998

| Groupe socio-économ. | Salarié du public | Salarié du privé structuré | Salarié du privé non structuré | Indépendants ou empl. non agricole. | Agriculteur de coton | Agricult. vivriers | Aides famil.ben . Apprentis | Chôm. | Chefs de ménag. inactifs | Ens. |
|--------------------------------|-------------------|----------------------------|--------------------------------|-------------------------------------|----------------------|--------------------|-----------------------------|--------|--------------------------|--------|
| Proportion des ménages | 5,9 | 1,3 | 3,7 | 8,2 | 12,4 | 62,4 | 0,9 | 1,3 | 3,9 | 100 |
| Dépense totale annuelle/ménage | 1695925 | 2299602 | 826841 | 1157025 | 892885 | 536826 | 767704 | 883774 | 802163 | 751361 |

Source: INSD Enquête prioritaire II

Selon les résultats de l'enquête prioritaire II réalisée en 1998 la dépense moyenne d'un ménage burkinabé est de 751361 FCFA par an contre 532045 FCFA en 1994. En moyenne les ménages qui pratiquent la culture de rente ont une dépense moyenne annuelle supérieure à la moyenne nationale tandis que les ménages pratiquant l'agriculture vivrière ont une dépense annuelle moyenne inférieure à la moyenne nationale.

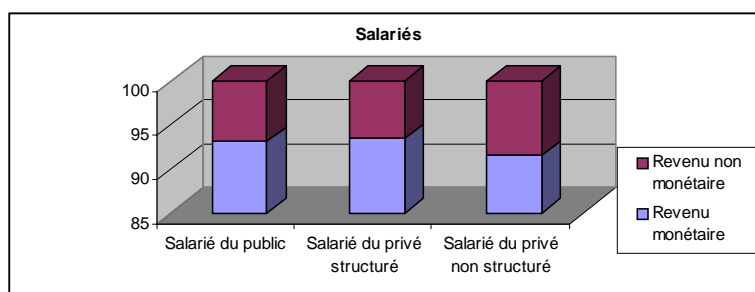
La dépense moyenne par tête et par an est passée de 68628 FCFA en 1994 à 99182 FCFA en 1998 soit une évolution de 44,5%.

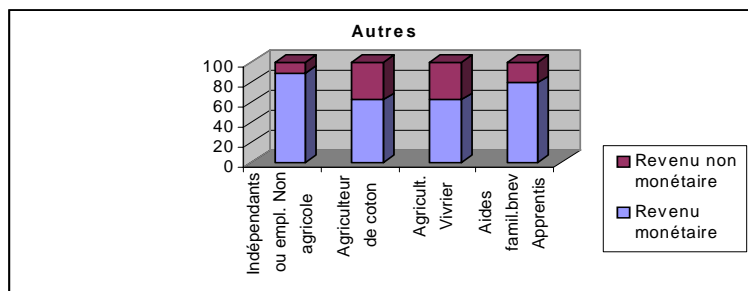
Tableau2 : Groupes socio-économiques et revenus

Année 1998

| Groupe socio-économiq. | Salarié du public | Salarié du privé structuré | Salarié du privé non structuré | Indépend. ou empl. non agric. | Agriculteurs de coton | Agricu vivrier | Aides famil.bene . Apprentis | Chôm. | Chefs de ménage inactifs | Total |
|------------------------|-------------------|----------------------------|--------------------------------|-------------------------------|-----------------------|----------------|------------------------------|-------|--------------------------|-------|
| Revenu monétaire | 93,1 | 93,4 | 91,6 | 89,7 | 62,5 | 37,5 | 79,3 | 81,5 | 77,1 | 73,5 |
| Revenu non monétaire | 6,9 | 6,6 | 8,4 | 10,3 | 37,5 | 62,5 | 20,7 | 18,5 | 22,9 | 26,5 |
| Ensemble | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Source: INSD Enquête prioritaire II





La part des revenus monétaires des ménages (73,5%) est de loin supérieure à celle des revenus non monétaires (26,5%). La proportion du revenu monétaire de 1998 est supérieure à celui de 1994 soit respectivement 73,5% et 50,4%.

Le revenu des ménages dont le chef est salarié, indépendant ou employeur non-agricole est à dominante monétaire. La proportion tourne autour de 90%.

Les ménages d'agriculteurs vivriers ont un revenu non monétaire qui est de 37,5% ce qui traduit le caractère peu monétaire et de subsistance de l'agriculture au Burkina faso.

Tableau3:Groupes socio-économiques et source des revenus

| Groupe socio-économique et activités | Salariés du public | Salarié du privé structur. | Indépts. Ou employeurs non agricole | Aides familiaux bénévoles et apprentis | Agriculteur de coton | Agricult. vivrière | Chefs de ménag. inactif | Salariés du privé non structuré | Chômeurs | Ens. |
|--|--------------------|----------------------------|-------------------------------------|--|----------------------|--------------------|-------------------------|---------------------------------|----------|------|
| Agric. et élevage | 2,1 | 1,2 | 2,5 | 36,9 | 83,1 | 61,5 | 23,3 | 5,4 | 12,6 | 38,0 |
| Salaire et revenu non agricole. | 94,8 | 92,7 | 93,9 | 37,4 | 13,5 | 30,1 | 39,5 | 88,7 | 60,7 | 55,3 |
| Transfert versem. et autres revenus similaires | 2,6 | 4,3 | 3,3 | 24,4 | 3,1 | 8,2 | 36,6 | 5,6 | 25,2 | 6,3 |
| Autres revenus | 0,4 | 1,8 | 0,3 | 1,3 | 0,3 | 0,3 | 0,6 | 0,3 | 1,6 | 0,4 |
| Ensemble | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Source: INSD Enquête prioritaire II

Les ménages salariés du secteur public et privé tirent l'essentiel de leurs revenus des salaires distribués avec en appoint le produit de leurs activités non agricoles et les transferts.

Les ménages dont le chef est agriculteur tirent leurs revenus de l'agriculture et de leurs activités d'appoint dans le secteur non agricole.

Pour les ménages dont le chef est inactif, chômeur, aide familial, bénévole ou apprenti, il est important de noter la part relativement intéressante des transferts perçus et surtout l'important apport du secteur non agricole à dominante informelle.

SEUIL ET NIVEAU DE PAUVRETE MONETAIRE

Les résultats de la dernière enquête sur les conditions de vie des ménages réalisée par l'INSD en 1998 ont permis d'actualiser le seuil de pauvreté à 72690 FCFA par adulte et par an contre 41099fcfa en 1994. La ligne de pauvreté en termes caloriques est demeurée constante à 2283 cal/pers/jour.

La proportion des burkinabé vivant en dessous du seuil de pauvreté s'établit à 45,3% contre 44,5% en 1994.

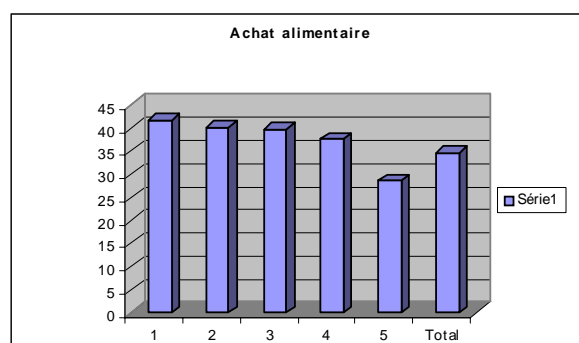
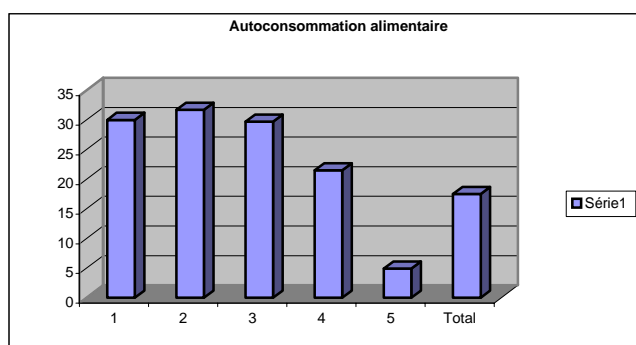
APPROCHE DE LA PAUVRETE PAR LES DEPENSES

Compte tenu de la difficulté à cerner parfaitement les revenus des ménages (certains ménages ne voulant pas déclarer leurs revenus), il a été nécessaire de se pencher sur les dépenses des ménages qui constituent à ce titre la source essentielle des informations sur les conditions de vie des ménages.

Tableau4: Structure des dépenses par grands postes selon le niveau de vie

| Dépenses par grands postes | Année 1998 Niveau de vie | | | | | Ens. |
|----------------------------------|-----------------------------|------|------|------|------|------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | |
| Achats alimentaires | 41,7 | 40,1 | 39,8 | 37,6 | 28,6 | 34,7 |
| Autoconsommation alimentaire | 30,0 | 31,7 | 29,7 | 21,5 | 4,9 | 17,5 |
| Achats non alimentaires | 13,4 | 15,8 | 20,1 | 31,8 | 60,3 | 38,8 |
| Autoconsommation non alimentaire | 14,8 | 12,4 | 10,4 | 9,2 | 6,2 | 9,0 |
| Ensemble | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Source: INSD Enquête prioritaire II



Les dépenses alimentaires des burkinabé en 1998 (achats et autoconsommations confondus) sont plus importantes que les dépenses non alimentaires (52,2% contre 48,7%). Cependant entre 1994 et

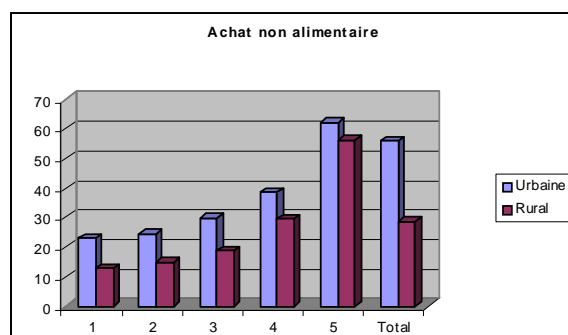
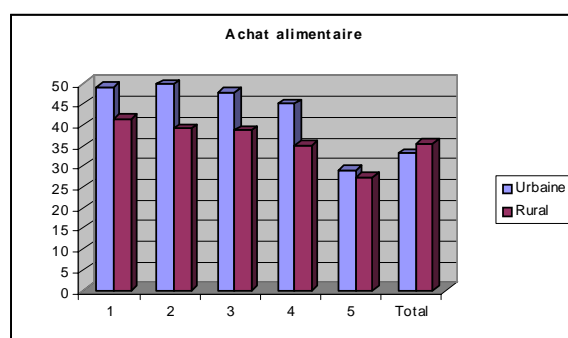
1998 les dépenses alimentaires ont très peu évoluées (52,5% en 1994 contre 52,2% en 1998). Il en est de même pour les dépenses non alimentaires (47,5% en 1994 contre 47,8% en 1998). La part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales décroît lorsque le niveau de vie augmente au profit des dépenses non alimentaires : 71,7% chez les plus pauvres contre 33,5% chez les plus riches. Le niveau trop bas des revenus pourrait expliquer le fait que la grande partie des revenus soit utilisée pour la satisfaction des besoins alimentaires.

L'autoconsommation alimentaire semble être la propriété des pauvres et des ménages moyennement riches.

Tableau5: Structure des dépenses par grands postes selon le niveau de vie et la zone
Année 1998

| Dépenses par grands postes | Niveau de vie | | | | | Ens. |
|----------------------------------|---------------|------|------|------|------|------|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | |
| ZONE URBAINE | | | | | | |
| Achats alimentaires | 49,2 | 49,9 | 47,9 | 45,2 | 29,1 | 33,1 |
| Autoconsommation alimentaire | 12,3 | 9,5 | 9,1 | 5,7 | 1,3 | 2,6 |
| Achats non alimentaires | 23,0 | 24,5 | 30,0 | 38,6 | 62,4 | 56,0 |
| Autoconsommation non alimentaire | 15,6 | 16,1 | 13,1 | 10,5 | 7,2 | 8,3 |
| Ensemble | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |
| ZONE RURALE | | | | | | |
| Achats alimentaires | 41,4 | 39,2 | 38,7 | 35,0 | 27,4 | 35,6 |
| Autoconsommation alimentaire | 30,9 | 33,8 | 32,5 | 26,8 | 11,9 | 26,4 |
| Achats non alimentaires | 12,9 | 15,0 | 18,7 | 29,5 | 56,3 | 28,6 |
| Autoconsommation non alimentaire | 14,8 | 12,1 | 10,1 | 8,7 | 4,3 | 9,4 |
| Ensemble | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 | 100 |

Source: INSD Enquête prioritaire II



En milieu rural les dépenses alimentaires sont plus importantes que les dépenses non alimentaires (62% contre 38%). En zone urbaine la part des dépenses non alimentaires (64,3%) est proportionnellement 2 fois plus élevée que celle des dépenses alimentaires (33,7%). On y effectue plus d'achat que d'autoconsommation (89,1% contre 10,9%). Par rapport à 1994, la zone rurale a effectué en 1998 plus d'achat que d'autoconsommation (64,2% contre 35,8%). Les plus pauvres consacrent une part plus importante de leurs revenus aux dépenses alimentaires. Quel que soit le lieu de résidence les dépenses alimentaires diminuent au fur et à mesure que le niveau de vie augmente au profit des dépenses non alimentaires.

DEFINITION DU SECTEUR "REVENU ET PAUVRETE"

Revenu monétaire du ménage

Il prend en compte les entrées d'argent au niveau du ménage dues à la production agricole, à l'activité d'exploitation (entreprise ou commerce), aux salaires et revenus non agricoles sur commission. Il intègre également les revenus de la propriété, les revenus financiers, les divers transferts, etc.

Revenu non monétaire du ménage

Il correspond à la valeur au prix du marché de biens et services produits par le ménage et utilisés pour sa propre consommation, et la valeur locative des logements occupés par leur propriétaire.

Le revenu global ou total du ménage s'obtient en agrégeant les revenus monétaires et non monétaires.

Seuil de pauvreté

Le seuil de pauvreté a été défini sur la base d'un besoin calorique alimentaire journalier adulte évalué à 2283 calories par jour et par personne.

Niveau de vie

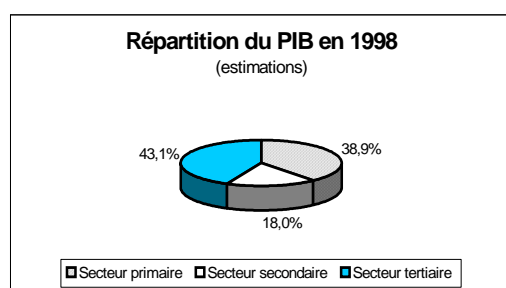
- 1 (premier quintile) très pauvre
- 2 (deuxième quintile) moyennement pauvre
- 3 (troisième quintile) moyen
- 4 (quatrième quintile) moyennement riche
- 5 (cinquième quintile) très riche

DIVERS

DONNEES DE BASE

| | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|--|---------|----------|----------|----------|----------|
| Population résidente (milliers en fin d'année) | 9 842,5 | 10 076,8 | 10 312,6 | 10 337,4 | 10 587,4 |
| Produit intérieur brut et FBCF | | | | | |
| PIB au prix du marché (milliards FCFA courant) | 993,8 | 1 144,6 | 1 228,0 | 1 379,4 | 1 474,2 |
| PIB au prix du marché (milliards FCFA 1985) | 857,6 | 892,6 | 949,2 | 1 001,7 | 1 059,2 |
| Taux de croissance | -1,2% | 4,1% | 6,3% | 5,5% | 5,7% |
| Secteur primaire (en % de la valeur ajoutée) | | | | | |
| Secteur primaire (en % de la valeur ajoutée) | 40,4 | 39,1 | 39,7 | 37,0 | 38,9 |
| Secteur secondaire (en % de la valeur ajoutée) | | | | | |
| Secteur secondaire (en % de la valeur ajoutée) | 18,0 | 17,8 | 17,0 | 18,6 | 18,0 |
| Secteur tertiaire (en % de la valeur ajoutée) | | | | | |
| Secteur tertiaire (en % de la valeur ajoutée) | 41,6 | 43,1 | 43,3 | 44,4 | 43,1 |
| Formation Brute de Capital Fixe Totale(milliards FCFA 1985) | | | | | |
| Privée | 136,2 | 165,3 | 202,4 | 233,8 | 231,7 |
| Publique et Inst. Priv. Sans But Lucratif | 83,9 | 101,9 | 117,8 | 128,9 | 115,9 |
| | 52,3 | 63,4 | 84,6 | 104,9 | 115,9 |

Source : IAP



Produit intérieur brut et FBCF

La croissance économique amorcée après la dévaluation du FCFA en 1994 s'est encore poursuivie en 1997 et 1998. Elle a été au dessus de 5%. Cette croissance est imputable en 1997 aux secteurs secondaire et Tertiaire dont la hausse a compensé la baisse dans le secteur primaire induite par une contraction de la production agricole à l'exception du coton. En 1998 par contre, c'est le primaire qui a été à la base de la croissance, les autres secteurs n'ayant pas atteint le niveau de 2%.

Le PIB par tête en francs constants de 1985 a ainsi été porté de 92000 FCFA en 1996 à environ 98000 FCFA en 1998, soit une croissance annuelle de plus de 3%.

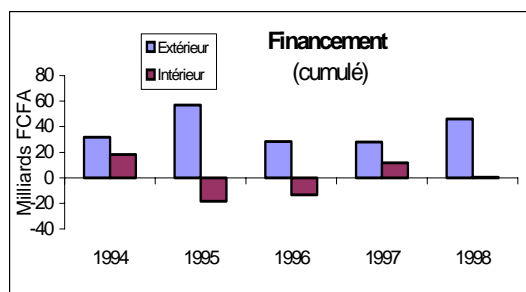
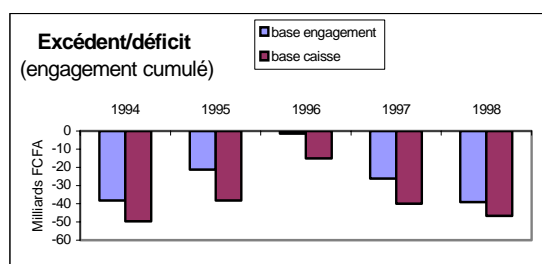
En 1998, la quasi totalité de la croissance a profité à la consommation qui a progressé de 15% pour le privé et 11% pour le public. Quant aux investissements, ils sont restés dans le sillage de leur niveau de 1997. Ils ont décréu dans le secteur privé de plus de 10%, et progressé d'autant dans le secteur public.

Situation du budget de l'Etat

Opérations consolidées de l'Etat (milliards FCFA)

| | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|
| Recettes et dons | 189,6 | 208,2 | 248,8 | 260,8 | 283,6 |
| Recettes | 114,2 | 138,8 | 160,6 | 182,2 | 199,4 |
| Dépenses et prêts nets | 227,9 | 229,6 | 250,1 | 287 | 322,7 |
| Dépenses courantes | 136,5 | 132,4 | 134,9 | 140,4 | 158,1 |
| Dépenses en capital | 93,8 | 99,3 | 117 | 148,3 | 164,3 |
| Sur ressources propres et aides budgétaires | 31,2 | 19,2 | 18,7 | 36,9 | 50,4 |
| Financées sur dons/projets | 35,4 | 32,6 | 60,9 | 68,5 | 64 |
| Financées sur prêts/projets | 27,1 | 47,6 | 37,5 | 42,9 | 49,9 |
| Excedent/déficit(-) global (base engagement) | -38,3 | -21,3 | -1,4 | -26,2 | -39,1 |
| Excedent/déficit(-) global (base caisse) | -49,7 | -38,3 | -15,1 | -40 | -46,6 |
| Financement | 49,7 | 38,3 | 15,1 | 40 | 46,6 |
| Extérieur | 31,6 | 56,9 | 28,3 | 28,1 | 46,1 |
| Intérieur | 18,1 | -18,5 | -13,3 | 11,8 | 0,5 |
| Besoin de Financement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Source : IAP



Les finances publiques ont été caractérisées en 1997 et 1998 par une progression plus importante des dépenses par rapport aux recettes; portant ainsi le besoin de financement de 15 milliards FCFA en 1996 à près de 47 milliards FCFA en 1998. La détérioration de la situation des finances publiques s'expliquerait par l'accroissement des dépenses en capital (en augmentation de 27% en 1997 et 11% en 1998) et à la poursuite des efforts de décentralisation (augmentation du nombre de province de 30 à 45).

Le Financement extérieur du déficit a été de l'ordre de 70% en 1997 et 99% en 1998.

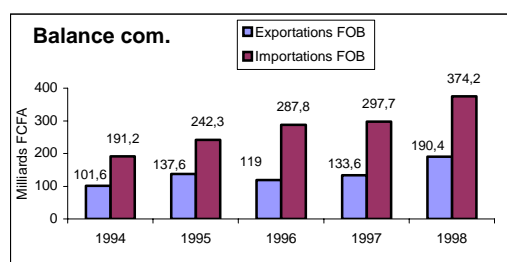
Monnaie et Crédit (milliards FCFA)

| | 1991 | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 |
|---------------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Avoirs extérieurs nets | 77,8 | 91,8 | 112,1 | 188,6 | 282,7 | 269,3 | 257,6 | 249,5 |
| Avoirs intérieurs nets | 96,6 | 92,2 | 89,2 | 96,2 | 77,05 | 108,8 | 176,6 | 206,5 |
| dont : Position nette du Gouvernement | -18,3 | -15,1 | -9,1 | 11,3 | 0,07 | 8,4 | 50,1 | 46,4 |
| Crédit à l'économie | 113,2 | 99,2 | 89,6 | 74,1 | 81,2 | 130,6 | 168,7 | 173,3 |
| Monnaie et quasi-monnaie | 162,2 | 172,4 | 186,4 | 241,6 | 304,3 | 326,5 | 370,2 | 379 |

Source : IAP

Le financement de l'économie est de plus en plus assuré par des crédits intérieurs. En effet, depuis 1996, on observe une progression importante des crédits à l'économie et de la position nette du gouvernement qui sont passés de 81,3 milliards en 1995 à 219,7 milliards en 1998 soit une progression moyenne de 57% par an. La progression a été plus importante au cours des deux premières années.

Echanges commerciaux



Après une baisse en 1996, les exportations du Burkina Faso ont renoué avec la croissance. Elles ont progressé de 12% en 1997 et 42% en 1998, suite à l'augmentation de la production cotonnière dont les exportations en volume ont cru de 44% en 1997 et 56% en 1998. Le pays n'a pas pleinement profité de ces productions records à cause de la baisse du prix en dollars US. La perte occasionnée sur chaque tonne métrique a dépassé 250\$ US.

Quant aux importations, leur progression a été moins importante que les exportations. Cependant, la balance commerciale continue de se creuser. Elle affiche un déficit de 184 milliards en 1998 contre 105 milliards en 1995.

**LISTE DES MEMBRES DU COMITE D'ELBORATION
DU TABLEAU DE BORD SOCIAL**

1. **SAWADOGO Amado**
2. **ILBOUDO François**
3. **DERA Lassané**
4. **LANGANI Youssouf**
5. **KABORE Barbi**
6. **KAGAMBEGA Athanase**
7. **OUEDRAOGO Moussa**
8. **OUEDRAOGO Ambroise**